

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DU
RÉGIME MATRIMONIAL LÉGAL
A ADOPTER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 13 décembre 1909, à 1 heure 1/2

PAR

Pierre DESCHAMPS

Président : M. CHÉNON, professeur.

Suffragants : } *MM. LEFEBVRE, professeur.*
 AMBROISE COLIN, professeur.

LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais

Ancienne Maison **L. LAROSE & FORCEL**

22, Rue Soufflot, PARIS, V^e Arr.

L. LAROSE & L. TENIN DIRECTEURS

1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DU

RÉGIME MATRIMONIAL LÉGAL
A ADOPTER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 13 décembre 1909, à 1 heure 1/2

PAR

Pierre DESCHAMPS

Président : M. CHÉNON, professeur.

Suffragants: } MM. LEFEBVRE, professeur.
AMBROISE COLIN, professeur.



LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais

Ancienne Maison **L. LAROSE & FORCEL**

22, Rue Soufflot, PARIS, V^e Arr.

L. LAROSE & L. TENIN DIRECTEURS

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES

1° Ouvrages anciens.

PHILIPPE DE BEAUMANOIR. — Les coutumes de Beauvoisis notamment les chapitres XXI, XXIII, XXX, XLIII. Édition Beugnot, Paris, 1842.

FENET. — Recueil des travaux préparatoires du Code civil, t. XIII, Paris, 1836.

LEBRUN. — Traité de la Communauté, Paris, 1754.

DE MALEVILLE. — Analyse raisonnée de la discussion du Code civil au Conseil d'État, t. III, titre 5, Paris, 1805.

POTHIER. — Traité de la communauté, t. VIII. Édition Bugnet, Paris, 1861.

2° Codes et Lois.

Code civil allemand et loi d'introduction ; traduction française de Meulaenère, 1897. Chevalier Marescq. Paris.

Édition du Code allemand. Handausgabe des B. G. B. für das deutsche Reich par Neumann, Berlin, 1903, édition très pratique du Code civil et de la loi d'introduction avec notes, commentaires et textes des principales lois d'Empire ayant trait au droit civil

Exposé des motifs de l'avant-projet du Code Suisse. Huber, t. I, Berne, 1901.

Avant-projet du département fédéral de justice et de police, 1^{re} partie, t. V et VI, Berne, 1900.

Code civil Suisse du 10 décembre 1907, Berne, 1908.

OUVRAGES GÉNÉRAUX

1^o Droit civil.

AUBRY ET RAU. — Droit civil français, t. V, 1872, 2^e partie, livre I, ch. II.

AFTALION. — La femme mariée, ses droits, ses intérêts pécuniaires, Paris, 1899.

BASSET. — Le rôle de la femme mariée dans la gestion des intérêts pécuniaires de l'association conjugale. Thèse Paris, 1896.

DE BIÉVILLE. — Des régimes matrimoniaux du Code civil allemand. Paris, 1899.

BOISTEL. — Des limites à apporter aux pouvoirs du mari dans l'administration de la communauté. Réforme sociale, 1^{er} janvier 1902.

BRESSOLES. — Les régimes matrimoniaux dans le pays toulousain, 1880.

BUFNOIR. — Le droit de famille dans le projet de Code civil allemand. Bulletin de la Société de Législation comparée, 1890, p. 684, s.

— Étude sur les régimes matrimoniaux en Allemagne. Bulletin de la Société de Législation comparée, 1876, p. 163.

BRIDEL. — Le droit des femmes et le mariage, 1893, Genève.

CHÉRON. — Étude sur l'adage : « Uxor non est proprie socialis sed speratur fore ». Thèse Paris, 1901.

- DELZONS. — Les Lois des femmes, *Revue des Deux Mondes*, 15 novembre 1906.
- GENY. — Les biens réservés de la femme mariée d'après le Code civil allemand et l'avant-projet du Code civil suisse. *Bulletin de la Société d'Études législatives*, 1902.
- GUNTZBERGER. — Extension des droits de la femme mariée sur les produits de son travail. Thèse, Paris, 1896.
- GUAY. — Le régime de la communauté entre époux dans le nouveau Code civil portugais. *France judiciaire*, t. IV, 1^{re} partie.
- DE LA GRASSERIE. — De la critique et de la réforme du régime matrimonial. *Réforme Sociale*, 1902.
- HUC. — Commentaire théorique et pratique du Code civil, t. IX, Paris, 1896.
- KRUG. — Féminisme et droit civil Français. Thèse, Nancy, 1899.
- LEDUC. — La femme et les projets de loi relatifs à l'extension de sa capacité. Thèse, Paris, 1898.
- LAURENT. — Principes de droit civil français, t. XXI-XXII, Bruxelles, 1876.
- Avant-projet de revision du Code civil. Commentaire, t. V, Bruxelles, 1885.
- LEHR. — Éléments de droit civil anglais, Paris, 1884.
- Appendice renfermant les modifications apportées au droit civil anglais depuis 1885, Paris, 1899.
- Éléments de droit civil espagnol, Paris, 1880-1890.
- Éléments de droit civil scandinave, Paris, 1899.
- LELIÈVRE. — De l'institution de la communauté réduite aux acquêts comme régime légal. Thèse, Paris, 1907.
- LEVI. — Traduction du Code civil espagnol de 1889, Paris, 1890.
- LYON-CAEN. — La femme mariée allemande, ses droits, ses intérêts pécuniaires. Thèse, Paris, 1902.

- MORIZOT-THIBAUT. — De l'autorité maritale, étude critique du Code civil, Paris, 1899.
- PASCAUD. — Le régime matrimonial légal et ses variations chez les principaux peuples du monde. Recueil de législation de Toulouse, 1907, 2^e série, t. III.
- PLANIOL. — Traité élémentaire de droit civil, t. III, 2^e partie, Paris, 1901.
- SALEILLES. — La condition juridique de la femme dans le nouveau Code civil espagnol. Réforme Sociale, 1901, t. II.
- THALLER. — Le contrat de mariage et le régime normal des biens à établir entre époux. Réforme Sociale, 1901, 1^{er} octobre.
- Des rapports de la propriété artistique et littéraire avec la communauté. Revue trimestrielle de droit civil, 1903, p. 156.
- TISSIER. — De la communauté d'acquêts envisagée comme régime de droit commun et de la preuve des apports mobiliers. Revue bourguignonne de l'enseignement supérieur, 1901, t. II.
- TURGEON. — Le féminisme français, t. II, Paris, 1902.

2^e Histoire.

- CHÉRON. — Étude sur l'adage : « Uxor non est proprie socia, sed speratur fore ». Thèse Paris, 1901.
- LEFEBVRE. — Cours de Doctorat sur l'histoire du droit matrimonial français, t. III, 1908.
- PLIVARD. — Le régime matrimonial dans la coutume de Clermont en Beauvoisis au XIII^e siècle, d'après Philippe de Beaumanoir, Clermont, 1901.
- VIOLLET. — Précis de l'histoire du droit français, Paris, 1886.

3° Sciences économiques.

CAUWÈS. — De la protection des intérêts économiques de la femme mariée. *Revue d'Économie politique*, 1894.

DE FOVILLE. — Les valeurs mobilières en France. *Économiste français*, 1888, p. 36.

— La fortune mobilière des basses classes. *Économiste français*, 1888, p. 312.

NEYMARCK. — Morcellement des valeurs mobilières. *Revue politique et parlementaire*, 1896, t. IX.

DU RÉGIME MATRIMONIAL

INTRODUCTION

Dans une conférence sur la question des droits de la femme mariée, M. Bridel disait : « Pour ma part, je ne connais pas de législation de notre monde occidental qui contienne un ensemble de dispositions aussi manifestement défavorables à la femme et contraires à la justice que le droit français (1). »

Avec plus de modération dans la critique, plus de justice aussi, M. Lyon-Caen déclare que « la matière des rapports entre époux et des régimes matrimoniaux est assurément une des parties les plus vieilles de notre Code (2). »

1. M. Bridel. *Le droit des femmes*. Genève, 1893.

2. M. Lyon-Caen. *La femme mariée allemande*, p. 4, th. Paris, 1903.

De cet état de choses l'opinion publique longtemps indifférente commence à se préoccuper, et nous assistons en ce moment à un curieux mouvement imprimé avec vigueur et soutenu avec ténacité en faveur de l'extension des droits de la femme, surtout de la femme mariée.

Une réforme de législation en ces matières devient urgente. En bien des points, le Code n'est plus en harmonie avec la réalité; c'est cependant pour ces sortes de questions surtout que le Code est « par excellence la loi de tous les jours, celle où le citoyen doit vivre et se mouvoir à l'aise » (1), ce qui n'est possible que si elle est tenue constamment au courant de l'état social si prompt actuellement à se modifier. La pratique, la jurisprudence, malgré leurs efforts, ne peuvent y suffire : une intervention législative est indispensable.

Mais parmi ces réformes reconnues nécessaires, comme le changement du régime légal, la suppression ou l'atténuation de l'incapacité de l'épouse, l'augmentation de ses pouvoirs, la diminution de ses garanties, il est possible de distinguer deux questions, en réalité très différentes, bien qu'on les confonde quelquefois et qu'elles soient, il est vrai, dans une étroite dépendance, l'une, concernant exclusivement

1. Droit des femmes. M. Delzons. *Revue des Deux Mondes*, 15 novembre 1908.

le choix du régime légal, celui qui sera imposé aux époux à défaut de contrat de mariage, l'autre, relative aux droits de la femme, à son indépendance dans la famille, à sa capacité. Elles peuvent sans inconvénient être traitées à part, et il n'est pas nécessaire de procéder à une réforme unique et globale de nos institutions matrimoniales ; nous croyons même préférable de sérier les questions. En présence de matières intéressantes à un si haut degré les habitudes, les mœurs des populations, pouvant avoir sur la famille et l'ordre social de si graves répercussions, on doit agir avec prudence. Aussi sera-t-il bon de suivre la voie dans laquelle s'est engagé le législateur et de n'entreprendre que successivement ces différentes réformes, l'adoption de chacune d'elles devant être préparée par celle de la précédente et n'être réalisée que lorsque tous ses résultats, ses conséquences pourront être prévus de façon certaine ; par ce procédé, les transitions brusques, si redoutables en ce sujet, seraient évitées.

De ces deux catégories de questions, la première seule, c'est-à-dire le choix d'un régime matrimonial devant réaliser le plus de justice et d'utilité possible en même temps qu'il établirait entre les époux, ce qui est spécial à ce sujet, le plus d'union possible, nous occupera seule. Cette question est la première à traiter, la base de toute réforme des institutions matrimoniales, et aussi la plus importante : Outre que sa

solution permettrait de substituer à un système « désuet et gênant » un régime plus logique, plus rationnel et concordant mieux aux besoins modernes en réservant en propre aux époux une plus grande partie de leurs biens, elle apporterait du même coup une atténuation sérieuse aux inconvénients causés par l'exagération des pouvoirs du mari et à la dépendance de la femme vis-à-vis de lui, et serait une première satisfaction accordée aux partisans de ces réformes. Par le fait même de la conservation à la femme d'une plus grande partie de ses biens, de la diminution ou même de la suppression de ceux tombant en communauté, les pouvoirs du mari seraient sensiblement diminués par la restriction des biens sur lesquels ils s'exercent et réduits à une plus juste limite.

Nous n'aurons pas à traiter ces questions, nous devons seulement ne pas perdre de vue les réformes réclamées à leur égard de façon que le régime choisi ne mette pas obstacle à leur adoption. Le régime matrimonial devra être susceptible de s'adapter ultérieurement à ces diverses réformes.

Avant d'examiner les divers régimes matrimoniaux en vigueur en France ou à l'étranger et sur lesquels devra porter notre choix, nous ferons un court exposé des règles de notre régime légal. Il nous permettra de voir plus facilement les points d'antagonisme où les mœurs et les nécessités économiques d'une part, les règles du Code d'autre part s'opposeront fâcheu-

sement, justifiant les critiques élevées, les réformes réclamées, et de décider s'il y a lieu de renoncer à notre traditionnelle communauté en faveur d'un régime différent.

PREMIÈRE PARTIE

ÉTUDE DU RÉGIME MATRIMONIAL DE LA COMMUNAUTÉ DE MEUBLES ET ACQUÊTS

CHAPITRE PREMIER

Généralités.

L'organisation d'un régime matrimonial, ou plus exactement pour définir l'œuvre des rédacteurs du Code, d'institutions matrimoniales quant aux biens formant un ensemble logique, est chose délicate. On n'y résout souvent une difficulté que pour se heurter à une autre que présente sous un aspect différent la solution provisoire. C'est que beaucoup de principes contradictoires sont en jeu et aussi une foule d'intérêts opposés : à côté de ceux des époux, ceux des enfants et des tiers entre autres.

En présence de toutes ces difficultés, de la codification si nouvelle et si vaste qu'entreprenaient les rédacteurs du Code, on devrait apprécier leur œuvre avec moins de rigueur. Quelle règle en effet suivirent-ils pour le choix et l'établissement du régime légal si ce n'est celles que nous considérons aujourd'hui encore comme fondamentales en cette matière : le respect des traditions et des habitudes reçues ? Ce fut le principal argument en faveur du régime de la

communauté de meubles et acquêts. En présence de deux régimes principaux, « la communauté, enfant du sol, objet de la prédilection des coutumes, et le régime dotal, d'origine exotique, pratiqué dans les pays de droit écrit (1) », ils préférèrent le premier, surtout parce qu'ils tenaient, suivant le mot de Tronchet, « à ne pas rompre les coutumes ».

Pratiqué dans les pays du Nord, ce régime de la communauté n'était pas inconnu dans ceux du Midi, grâce à la clause de la société d'acquêts, si répandue qu'elle était devenue de style dans plusieurs régions. Les rédacteurs du Code n'eurent qu'à transcrire les règles de l'ancien droit telles qu'ils les trouvaient dans les coutumes, ne cherchant pas à innover, mais seulement à unifier, « à concilier le droit romain du Midi avec le droit coutumier du Nord, le passé qu'ils se gardaient de renier avec le présent qu'ils voulaient durable ». Leur œuvre fut une transaction perpétuelle. Ils voulaient que le Code fût l'expression exacte de l'état social du moment, comprenant bien qu'en législation « il est utile de conserver tout ce qu'il n'est pas nécessaire de détruire, et que les lois doivent ménager les habitudes, quand ces habitudes ne sont pas des vices ».

Mais tout en se gardant de troubler les traditions par des modifications trop brusques, et de raison-

1. Baudry-Lacantinerie, t. III, n° 15.

ner « comme si le genre humain finissait et commençait à chaque instant », ils n'hésitèrent pas cependant à faire disparaître certains abus ; à son époque, le Code représentait une atténuation des règles excessives, un élargissement, un progrès.

Mais un siècle s'est écoulé ; les rédacteurs du Code n'ont pas eu la pensée de faire une œuvre éternelle ; si le Code, comme il faut bien le reconnaître, surtout en ce qui touche la condition de la femme mariée, le régime des biens des époux, n'est plus conforme aux faits présents, il n'y a pas lieu de s'en étonner d'autant plus que le xix^e siècle s'est signalé entre tous par une révolution économique des plus rapides.

L'apparition de la grande industrie, le développement inouï du commerce par le perfectionnement des moyens de transport et la création des grandes sociétés ont donné naissance à une richesse considérable que le Code a à peine connue et dont il ne s'est pas préoccupé, la richesse mobilière. Il ne conçut la fortune que sous sa forme immobilière ; c'est aux immeubles qu'il donna toutes ses préférences, tous ses égards pour les déclarer inaliénables sous le régime dotal, les conserver en propre à chaque époux dans les régimes communaux à cause de leur valeur exceptionnelle tandis qu'il laissait tomber en communauté les meubles qu'il considérait comme peu importants. L'extension considérable que prit la fortune mobilière donna au patrimoine commun une

importance excessive et rompit l'équilibre du système.

Alors se fit sentir l'exagération des pouvoirs accordés au mari, qui trouvèrent des occasions plus fréquentes de se manifester et devinrent de vrais abus. Sans danger, lorsque les meubles avaient peu de valeur et qu'il ne tombait réellement en communauté, selon le désir des époux, que des choses qui, au cours du mariage, à raison de leur peu de valeur devaient se confondre, ils sont devenus pour la femme une menace perpétuelle de ruine.

Par la répartition nouvelle de la fortune, par son morcellement à l'infini qui la fait se répandre dans toutes les classes de la société, le nombre des personnes atteintes par les conséquences fâcheuses du régime est plus grand, et ses inconvénients plus sensibles, car dans la plupart des cas, la ressource du contrat de mariage disparaît, les intéressés, malgré leur désir de garder en propre leur petite fortune, ne pouvant supporter les frais qu'exige l'intervention du notaire.

En dehors de ces causes économiques invoquées contre le régime légal, existent aussi des causes morales. L'influence de cette grande loi qui préside au développement des sociétés d'Occident et tend à désagréger les anciens groupements, à adoucir leur despotisme sur les membres qui les composent, cette loi de l'individualisme qui a régi tout le xix^e siècle

s'est introduite même dans la famille. « C'est là tout simplement une des phases d'une évolution accomplie pour d'autres classes : la substitution de l'être individuel comme unité sociale aux groupes collectifs d'individus (1). » Les grands pouvoirs sociaux et familiaux sont atteints tour à tour. L'idée de l'égalité la plus absolue entre les époux gagne chaque jour du terrain. On ne comprend plus la dépendance dans laquelle se trouve la femme vis-à-vis du mari. Par une nouvelle organisation du régime réglant le sort des biens des époux, on pourrait déjà sensiblement atténuer ces inconvénients.

Telles sont les principales causes des critiques dirigées contre notre régime légal.

Il nous faut examiner en quoi elles sont fondées et pour cela, procéder à un bref exposé des règles essentielles de ce régime. Le premier point qui doit attirer notre attention est celui de la composition de la communauté, du sort des biens des époux sous ce régime. Là se trouve, croyons-nous, la cause initiale des défauts du Code auxquels on pourrait apporter au moins une sensible atténuation par une organisation différente, une répartition nouvelle entre les époux de leurs biens.

1. Summer Maine, *Études sur l'histoire des institutions primitives*, V et XI *Hist. primit. du régime des biens de la femme mariée*.

CHAPITRE II

Composition de la Communauté dans le régime légal du Code.

C'est dans l'article 1401 que le Code pose les règles déterminant quels biens tomberont en communauté, dans le régime légal : ce seront, dit-il, « Tout le mobilier que les époux possédaient au jour de la célébration du mariage, ensemble tout le mobilier qui leur échoit pendant le mariage à titre de succession ou même de donation, si le donateur n'a exprimé le contraire. Tous les fruits, revenus, intérêts et arrérages... Tous les immeubles qui sont acquis pendant le mariage. »

Et l'article 1409, essayant d'établir une corrélation entre l'actif et le passif, pose pour les dettes des règles symétriques : « La communauté se compose passivement, 1° de toutes les dettes mobilières dont les époux étaient grevés au jour de la célébration de leur mariage, ou dont se trouvent chargées les successions qui leur échoient durant le mariage, sauf la récompense pour celles relatives aux immeubles

propres à l'un ou à l'autre des époux; 2° des dettes, tant en capitaux qu'arrérages ou intérêts, contractées par le mari pendant la communauté, ou par la femme du consentement du mari, sauf la récompense dans les cas où elle a lieu; 3° des arrérages et intérêts seulement des rentes ou dettes passives qui sont personnelles aux deux époux; 4° des réparations usufructuaires des immeubles qui n'entrent point en communauté; 5° des aliments des époux, de l'éducation et de l'entretien des enfants, et de toute autre charge du mariage. »

C'est en somme le texte de la Coutume de Paris que le Code a transcrit en le développant, mais, par suite des circonstances et de quelques réformes des rédacteurs, l'esprit s'en est trouvé complètement modifié, les résultats pratiques tout différents de ceux de l'ancien droit. Celui-ci tendait autant que possible à faire revenir les biens dans leur famille d'origine, il y parvenait par différentes règles, notamment celles sur les successions, et ne laissait tomber en communauté que les biens dont l'origine eût été difficilement reconnaissable, en général donc, biens de très peu de valeur.

Aussi, lorsque la Coutume de Paris, dans son article 220, disait : « Hommes et femmes conjoints ensemble par le mariage, sont communs en biens meubles, et conquêts immobiliers faits durant et constant le mariage », le résultat était tout différent de celui

obtenu avec l'article 1401. On ne faisait tomber en communauté que des biens sans grande valeur.

Il avait paru tout naturel, alors que la communauté était développée exclusivement dans les classes pauvres et que leur mobilier se composait de quelques objets corporels indispensables à l'existence, de les laisser tomber en communauté. Plus tard, lorsque ce régime fut étendu aux classes nobles, la confusion du mobilier aurait pu dépouiller l'un des époux de biens précieux ; on évita ce résultat en assimilant les différents éléments mobiliers importants de la fortune aux immeubles, en les soumettant aux mêmes règles et en les laissant propres à chaque époux. Il en était ainsi pour tout ce qui avait une valeur appréciable, que ce fût un office royal ou seigneurial, ou une rente constituée. Du reste, la valeur des meubles comparative-ment à celle des immeubles fonciers était faible (1). Les règles les faisant tomber en communauté n'avaient pas les mêmes inconvénients qu'aujourd'hui. La terre était la vraie richesse, la source de la puissance.

Sous l'influence de ces idées était né le mépris des meubles, réduits du reste aux meubles corporels : il était naturel que les époux en gardant le silence

1. Voir les causes de la différence de valeur dans l'ancien droit entre les immeubles et les meubles, et les différents points de vue de la supériorité des premiers dans l'histoire du droit matrimonial français. *Droit des gens mariés*, par M. Lefebvre, p. 249, éd. 1908.

n'entendaient pas se réserver la propriété de ces valeurs négligeables. Si les meubles tombaient en communauté, c'était bien réellement en vertu du consentement tacite des époux, et la tendance bien arrêtée de l'ancien droit était de respecter également cette volonté si formelle, si évidente des époux, de conserver autant que possible à chacun les éléments de son patrimoine personnel. Le régime légal était bien alors l'expression, la traduction de la volonté des époux.

Mais le Code, en adoptant le même texte, a établi un système tout différent, obtenu des résultats opposés; cela provient de la classification nouvelle des biens, de leur répartition différente en meubles et immeubles. Le point de départ n'est pas le même: Tandis que l'ancien droit tenait compte surtout pour établir sa classification de la durée et de l'utilité de la chose comme productive de revenus, — aussi au XIII^e siècle, Beaumanoir (1) définissait ainsi et très exactement les héritages: « Si sont cozes... qui valent par anées as signeurs à qui ils sont si comme teres gaignables, bois, prés, vignes, gardins, chans, rentes, fours, moulins, ... usages, corvées, travers, tonlix, toutes tix cozes sont héritage » — le Code se base sur la seule considération du caractère purement physique de la mobilité ou faculté que possède une chose

1. Beaumanoir, XXIII, 3.

de pouvoir être déplacée. Aussi, ne conserve-t-il aux époux en disant que les immeubles leur restent propres, que les biens fonciers et quelques-uns de leurs accessoires, mais il laisse au contraire tomber en communauté des biens que nous considérons aujourd'hui avoir autant de valeurs que les biens fonciers et que l'ancien droit eût certainement exclus de la communauté, s'il les avait connus, les valeurs mobilières, rentes, créances hypothécaires, obligations des grandes sociétés.

Si donc le régime actuel est critiquable, on ne peut invoquer en faveur du Code l'excuse d'avoir maintenu le système ancien : il l'a en réalité complètement bouleversé, et n'en a gardé que le texte.

Ses rédacteurs ont commis un véritable contresens lorsque, donnant à la propriété mobilière une importance toute nouvelle, ils omirent d'édicter pour elle des règles nouvelles et la laissèrent dans l'ombre où l'ancien droit l'avait connue. Le danger n'était cependant pas passé inaperçu : Malleville le fit bien ressortir et Tronchet proposait d'exclure de la communauté les rentes, cette exception concordant avec les motifs qui avaient déterminé la désignation des biens auxquels devait s'étendre la communauté légale. Cambacérès étendait l'exception à tous les capitaux dont l'origine était attestée par actes authentiques (1).

1. Fenet. *Travaux préparatoires du Code civil*, 1836, t. XIII, p. 556.

Les mêmes erreurs se produisirent en ce qui concerne le passif de la communauté. Tandis que dans l'ancien droit incombait seules à la communauté les dettes journalières et les charges des revenus propres, les dettes immobilières, c'est-à-dire de beaucoup les plus importantes, et qui comprenaient par exemple le service d'une rente, l'obligation contractée et non exécutée avant le mariage de transférer la propriété d'un immeuble, restaient propres à chaque conjoint et à sa charge. Aujourd'hui encore, les dettes mobilières tombent en communauté et les dettes immobilières restent propres à chacun. Mais ces dettes immobilières si fréquentes autrefois ne se retrouvent plus que dans des combinaisons inventées par les théoriciens et la presque universalité des dettes est mobilière.

C'est donc le renversement à peu près complet du système de l'ancien droit ; celui-ci conservait à chacun en propre son patrimoine actif et passif « et ne faisait tomber en communauté que les biens qui se confondent nécessairement parce que rien n'en indique l'origine » (1), tandis que le Code réduit à presque rien les propres des époux, fait tomber presque toute leur fortune dans la communauté qui s'enfle ainsi démesurément.

1. Tissier, De la communauté d'acquêts envisagée comme régime de droit commun : *Revue bourguignonne*, 1901, t. II.

Quels sont les résultats pratiques du système du Code et les inconvénients qui découlent de la composition du patrimoine telle qu'elle a été réglée dans le régime légal ?

Ce système repose entièrement sur cette distinction des biens en meubles et immeubles, « distinction fausse et très funeste », a pu dire M. de la Grosserie. Fausse, on a relevé depuis longtemps ce qu'a de suranné et d'injustifiable aujourd'hui cette distinction tranchée du Code, qui réserve toutes ses faveurs aux uns et n'a qu'indifférence pour les autres. Or, cette conception n'est plus admissible actuellement où la fortune mobilière égale ou dépasse en valeur la fortune immobilière. « On nous dit que la richesse en France se chiffre par cent vingt milliards de meubles contre cent d'immeubles (1). » D'autres évaluations basées en général sur les valeurs des successions annuellement déclarées à l'Enregistrement ont été tentées par certains économistes : ainsi M. Gide, en 1896, évaluait la fortune de la France à 140 milliards en immeubles et 100 milliards en meubles, mais dont il déduisait pour établir le chiffre total 16 milliards de créances hypothécaires et 33 milliards de dettes publiques. En 1900, M. Leroy-Beaulieu (2) fixait les chiffres de 120 milliards en immeubles et 110 en meubles.

1. M. Thaller. Le contrat de mariage et le régime normal des biens à établir entre époux. *Réforme sociale*, 1901.

2. M. Leroy-Beaulieu. *Revue des Deux Mondes*, 1906, p. 781.

On doit donc considérer comme sensiblement égale la valeur des deux classes de biens du Code ; et la faveur des valeurs mobilières ne fait que croître de telle sorte « qu'il y a dans nos villes peu de maisons, dans nos campagnes bien peu de hameaux qui ne cachent quelques-uns de ces titres multicolores dont les coupons viennent périodiquement s'échanger aux guichets des banques contre de l'or et de l'argent (1). »

Cette distinction fausse dans son principe est très funeste dans ses résultats, car elle entraîne de grandes injustices : on ne voit pas pourquoi les meubles doivent tomber en communauté, tandis que les immeubles restent propres, pourquoi la communauté qui acquiert tous les meubles de l'un devra sur eux payer toutes les dettes de l'autre qui n'aura peut-être rien apporté en communauté ? L'équité sera donc rarement respectée avec ce système.

1. On peut encore citer à l'appui de cette observation les constatations faites lors du renouvellement des titres au porteur des obligations de la Ville de Paris 1871, effectué en 1881 : Plus de la moitié des intéressés possédait seulement soit une obligation entière, soit d'un à six quarts d'obligation. Pour les quarts d'obligation, 12.761 titres avaient été déposés par 7.036 porteurs, dont 2.402 n'avaient qu'un quart, 1.544 avaient deux quarts, 710 trois quarts, 601 quatre quarts, 325 cinq quarts, 208 six quarts, 1.246 sept titres ou davantage. La proportion des porteurs d'une obligation ou moins de sept quarts était de 46 %, et les dépôts multiples provenaient en grande partie des dépôts des sociétés de crédit. M. de Foville, *Économiste français*, 15 septembre 1888, p. 312.

L'idée de la loi est que le passif et l'actif de la communauté doivent être corrélatifs : « En conséquence, la loi fait tomber en communauté ce qui est dû par l'un des époux dans tous les cas où, si la valeur était due par un tiers, cette valeur serait tombée en communauté. » En vertu de cette règle, toutes créances mobilières des époux tombant en communauté, on décide par corrélation que toutes dettes mobilières des époux existant lors du mariage seraient à la charge de la communauté. « Il y a là de la symétrie, pas nécessairement de l'égalité si les créances sont inférieures ou supérieures aux dettes (1). » Une double injustice se produit soit dans la composition de l'actif, soit dans celle du passif. Il pourra arriver que l'un des époux ayant une fortune immobilière de 2.000 francs, épouse une femme ayant une fortune mobilière équivalente. Par le seul fait du mariage, la femme sera censée donner et donnera réellement à son conjoint la moitié de sa fortune. Et même on peut supposer le mari dépourvu de ressources et chargé de dettes mobilières nombreuses contractées avant le mariage. Sera-t-il fondé, abstraction faite du texte légal actuel, à prétendre que ses dettes peuvent être légitimement supportées par la communauté ? Est-il équitable, qu'au détriment de la famille, la communauté soit tenue des dettes mobilières qui ont

1. Huc, Code civil. Communauté légale.

précédé ce mariage, c'est-à-dire de presque tout ce qui est dû?

Enfin, sur quelles bases rationnelles étayer l'inégalité consacrée par la loi au préjudice de la femme dont les dettes mobilières doivent avoir date certaine pour tomber en communauté alors que cette condition n'est pas exigée pour celles du mari? Serait-ce parce que celui-ci en tant que chef de la communauté doit avoir tous les droits et privilèges sans que leur utilité, leur légitimité soient justifiées?

Et ce n'est pas encore tout! D'après l'article 1401, les donations et successions mobilières qui adviennent à l'un des époux se partagent avec l'autre. Or, ceci suffirait à écarter l'objection faite par les partisans du régime légal que, les époux ayant la liberté de faire un contrat de mariage ne pouvaient se plaindre du régime légal, puisque par leur silence ils s'y étaient soumis; objection que Maleville avait déjà réfutée: « Pourquoi la loi m'expose-t-elle sans que je le dise? (1) » Mais souvent ils n'auront pas connu, ni prévu les dangers auxquels ils étaient exposés. Pour une succession imprévue échue à l'un d'eux pendant le mariage, on ne pouvait obliger les époux à supporter les frais d'un contrat, alors qu'ils ne possédaient rien. Dans une succession mixte, cette règle fait dépendre le sort des biens du hasard du

1. Maleville. *Analyse raisonnée de la discussion du Code civil au Conseil d'État*, 1805, p. 211, t. III.

partage, et opposant les intérêts des époux, ouvre la voie aux calculs frauduleux.

Ce régime, dit-on encore, n'aura pas dans l'immense majorité des cas d'inconvénient, puisqu'il s'appliquera à des époux ne possédant presque rien, les autres ayant la liberté de faire un contrat. Ceci n'est pas décisif. D'une façon ou d'une autre, ils pourront au cours du mariage acquérir des biens, les règles du régime matrimonial auront alors leur importance. Et de plus, c'est à la loi qu'il appartient de bien exprimer les intentions des parties, et ce n'est pas parce que celles-ci n'ont que peu de biens qu'on peut leur imposer un régime manifestement contraire à leur volonté.

Or, en pratique, le régime légal est unanimement repoussé; on ne trouve pour ainsi dire pas de contrat qui l'adopte, tant on est effrayé de ses résultats. C'est un système vraiment surprenant, que ce droit commun établi sous forme d'interprétation des volontés qui ne se sont pas déclarées, c'est-à-dire d'après les probabilités d'intention de la masse des familles, et qui, chaque fois que ces volontés se manifestent, est résolument écarté. Les statistiques le prouvent de façon manifeste.

M. Bressolles (1) établit que dans la Haute-Garonne en 1878, sur 2.283 contrats, 1.076 soit 47 % adoptent

1. *Les régimes matrimoniaux dans le pays toulousain*, 1880.

la communauté d'acquêts et sur les 1.207 contrats restants, 421 adoptent divers régimes avec une clause de société d'acquêts. Donc 1.497 contrats, soit 65 % contenaient une telle clause.

Et ce qui se passait dans ce département se reproduit dans toute la France.

Pour l'année 1898 (1), sur 82.346 contrats, 67.288 adoptaient la communauté d'acquêts, 4.560 ajoutaient au régime dotal une clause de société d'acquêts. C'est donc de beaucoup le régime le plus adopté. La communauté légale n'était adoptée que dans 866 contrats, la communauté universelle dans 258, les régimes exclusifs de communauté dans 1.694, ceux avec clause de séparation de biens dans 2.128 et les régimes dotaux avec ou sans paraphernalité dans 5.543 (2).

Le régime de la communauté est celui qui s'applique à la plus grande partie des ménages français, et lorsqu'ils ont l'occasion de manifester leur préférence, c'est en général pour une des variétés de ce régime, la communauté réduite aux acquêts, qu'ils se décident.

1. *Bulletin de Statistique et de Législation comparée*, 1889, p. 141.

2. Pour la même année, dans le département de la Seine, les régimes adoptés par les contrats de mariage se répartissaient de la façon suivante : 27 adoptaient la communauté légale, 3.656 la communauté d'acquêts, 3 la communauté universelle, 20 le régime exclusif de communauté, 486 la séparation de biens, 5 le régime dotal, 47 ce même régime avec une clause de société d'acquêts.

Enfin avec l'extension de la fortune, et surtout sa division à l'infini dans les basses classes, dont le nombre et le montant des successions annuellement déclarées peuvent fournir une preuve (1), les défauts de notre régime légal sont devenus très sensibles. Pour ces basses classes surtout, il importe que le régime légal soit bien l'expression de leur volonté, puisque c'est pour elles surtout qu'il doit exister et que la ressource du contrat de mariage leur fait défaut. Le peu d'importance de leurs biens ne diminue pas l'intérêt de la réforme. Les ouvriers, les petits employés tiennent autant à leur petite épargne, leur petite fortune, résultat de beaucoup de travail et de privations que le capitaliste à ses millions. Or, ces cas sont très nombreux, nous venons de le voir, et le *Bulletin de Législation comparée* nous en apporte une nouvelle preuve : Pour 1905, le total des successions déclarées inférieures à

1. Sur 386,032 successions déclarées en 1903, laissant un actif, celles inférieures à 500 francs étaient au nombre de 121.558 pour un actif net de 32,981.111, soit 270 francs en moyenne; celles de 500 à 2.000 francs au nombre de 105,597 pour un actif net de 136.444,987; celles de 2.000 à 10.000 au nombre de 102.800 pour un actif net de 508.509,857.

Pour l'année 1907, sur 385,019 successions déclarées, 30 % soit 116.802 sont inférieures à 500 francs et représentent 29.202.974 francs.

de 501 à 2.000, 101.710 pour un total de. . . 127.689.000

de 2.000 à 10.000, 107.773 pour un total de. . . 520.229.000

de 10.000 à 50.000, 44.056 pour un total de. . . 944.000.000

de 50.000 à 10.000. 7.118 pour un total de. . . 413.000.000

1.250 francs représente 56 % du nombre total des successions (1).

Les défauts du système que nous avons signalés n'avaient pas passé inaperçus lors de la rédaction du Code ; on ne les crut pas si graves. Maleville cependant les avait prévus et bien exposés. Il avait parfaitement montré que « cette communauté de meubles et acquêts n'eût jamais été reçue nulle part si lors de la formation des coutumes, le mobilier qui n'avait alors aucune valeur avait eu l'importance qu'il a reçue depuis par l'extension prodigieuse de l'industrie et du commerce », et celle aussi qu'allait lui donner le Code. Et il ajoutait : « Je n'ai jamais conçu qu'il résultât du mariage seul une communion des biens mobiliers que les époux possédaient en s'unissant, de ceux qui pourront être donnés depuis à l'un d'eux et surtout des dettes de chacun (2). »

L'accroissement industriel et commercial a dépassé au cours du xiv^e siècle tout ce que pouvait

1. Moyenne des successions	Proportion % de leur nombre	Proportion de leur valeur %.
—	—	—
250	30.33	0.50
1.264	26.44	2.22
4.862	28	9.05
21.455	11.40	16.37

Bulletin de Législation comparée, avril 1906.

2. Maleville. *Discussion raisonnée du Code civil au Conseil d'État*, t. III, p. 211.

imaginer Maleville, et les dangers qu'il présentait n'ont fait que s'accroître à mesure que s'augmentait la masse de communauté.

La fortune mobilière ne se développait pas seulement grâce au commerce et à l'industrie, mais aussi sous une autre forme singulière, nullement prévue du Code; il s'agit de certains droits qu'on a classés parmi les meubles et qui en réalité ne sont nullement assimilables aux droits susceptibles de propriété; ce sont les droits d'auteur, brevets d'invention, contrats d'assurance sur la vie ou sur les accidents. Il semble qu'ils doivent rester à côté des classifications du Code, « qu'il est dangereux de les faire rentrer dans une classification où ils n'ont pas leur place puisqu'on ne les connaissait pas. D'ailleurs, si on dit propriété artistique, littéraire, ce n'est qu'une formule commerciale; le droit d'auteur n'est une propriété ni par son objet, une conception de l'esprit extériorisée; ni par son mode d'exercice, un monopole d'exploitation; ni par sa durée qui est temporaire. Il n'est pas davantage un meuble. Il est original, il est nouveau et on ne peut forcer le Code à dire ce qu'il ne dit point. Si l'on se borne à rechercher par l'analyse le caractère de ce droit, il faut le reconnaître à la fois tout intellectuel et exclusivement personnel. Que les fruits qu'il produit tombent en communauté, cela va de soi; mais lui-même ne sera déclaré commun que si l'on oublie sa nature vraie et à condition de

méconnaître qu'il reste attaché à la personne de l'auteur. » Cette thèse, des plus rationnelles, ne pouvait être juridiquement soutenue. L'exposé des motifs de la loi de 1886 : « Déjà la nature mobilière qui a été reconnue au droit d'auteur faisait entrer dans la communauté conjugale, non seulement les produits de ce droit, mais ce droit lui-même », et le rapport au Corps législatif : « L'attribution du droit d'auteur à la communauté était la jurisprudence et c'est encore le projet de la loi », étaient formels. Il fallait admettre avec M. Baudouin que « tant que le manuscrit ne sera pas publié par la volonté de l'auteur, la pensée qu'il contient et qu'il exprime sera comme si elle n'existait pas, comme si elle était retenue par le cerveau qui l'a conçue. Mais voici que l'œuvre est publiée par l'auteur. Par le fait même de cette publication le droit auquel il donne naissance devient l'objet de la propriété littéraire qui n'est ainsi que le droit de l'œuvre matérialisée devenue livre, opéra..., c'est-à-dire une valeur vénale. »

En présence de la classification du Code, il était impossible d'admettre une autre solution. Donc, s'il n'y a pas de contrat l'en excluant, la propriété des œuvres littéraires ou artistiques, scientifiques, des inventions réalisées même avant le mariage, tombera en communauté. Ces dernières au moins devraient en être exclues. Leur valeur souvent ne se révélera qu'après le mariage ; il est naturel qu'on

n'ait pas fait de contrat pour les exclure de la communauté. Le régime légal entraîne ce résultat choquant qu'en cas de dissolution du mariage par divorce ou par la mort du conjoint de l'auteur, celui-ci devra faire part à son conjoint ou à ses héritiers de moitié des bénéfices, tandis que si le conjoint survit à l'auteur il aura la totalité des bénéfices sa vie durant. Il est donc mieux traité après la dissolution de la communauté que l'auteur qui, lui, sera réduit à la moitié. Au point de vue de la simple équité, il est impossible de comprendre pourquoi l'auteur est dessaisi par sa survie d'une portion de l'œuvre qu'il a créée, tandis que son conjoint, sous prétexte de collaboration, l'acquerrait entière. Ces droits qui demeurent liés à la personne comme émanés d'elle doivent lui demeurer propres ; et leur chute en communauté est une conséquence fâcheuse du régime légal, mais imprévue. De même, est-il juste que les avantages résultant des contrats d'assurance qui, sous des formes variées (assurances sur la vie, contre les accidents du travail), ont pris une si grande extension tombent en communauté ? Ce sont encore des formes nouvelles de la richesse, qui ne rentrent dans aucune classification du Code et qu'il faudrait considérer comme droits particulièrement attachés à la personne. La question intéresse surtout les ménages dépourvus d'une fortune « faite » mais qui trouvent dans les gains de chaque année des revenus assez amples

pour que, toutes dépenses payées, il reste quelque chose. Ce sont des ménages de travailleurs qui ont le souci traditionnel d'assurer l'avenir pour la vieillesse contre la maladie, la mort. Au lieu de recourir aux modes anciens, l'économie et le placement des fonds, ils préfèrent l'assurance sur la vie ; le paiement d'une prime annuelle se classe plus facilement que l'économie parmi les dépenses nécessaires et le risque de la mort est couvert. Le plus souvent le mari s'assure lui-même sur la vie au profit de sa femme. Il manifeste ainsi clairement qu'il a voulu pour le cas où il disparaîtrait que son activité et le capital qu'elle représente fussent remplacés au profit de sa femme par le montant de l'assurance. La conséquence logique de ce dessein serait donc que le mari décédé, la femme touchât le capital assuré comme un bien à elle propre et personnel. Ce résultat, la jurisprudence l'avait admis, mais la règle des récompenses l'a renversé. L'assurance a exigé le paiement de primes annuelles payées avec les revenus de la communauté. Quand le capital assuré sera devenu exigible, la femme qui en profitera devra récompense à la communauté, c'est-à-dire lui rembourser toutes les primes payées, soit souvent une somme égale ou supérieure au capital reçu. On devrait toujours présumer la volonté du mari de dispenser la femme de la récompense à sa communauté. Le mari a voulu créer à la femme un droit tout personnel et fait cette

combinaison que le Code n'a pas connue pour laquelle il n'a pas posé de règle : constituer à sa femme un bien qui représentât son activité, son intelligence, sa vie.

Ainsi dans la composition de la communauté, non seulement les faits économiques apportent des surprises, mais l'idée philosophique du droit de la personne cherche une réalisation. Il y a une tendance à vouloir que tous les droits positifs qui demeurent liés à la personne, soit comme directement émanés d'elle, soit pour assurer son intégrité, lui demeurent propres. Mais pour les classer, on est embarrassé. Leur appliquer bon gré mal gré la formule de propriété mobilière des biens de communauté, c'est fausser le texte du Code. Les ranger parmi les propres que la loi a conçus tout autres, c'est également dénaturer la loi. La vérité est que « l'interprète sent ici sur ces règles de la composition du patrimoine commun le malaise d'une antinomie irréductible : la loi n'est plus assez forte, elle l'est encore trop : il faut la changer (1). »

La façon dont est réglée la composition de la communauté dans le régime légal est défectueuse, il importe d'y introduire par quelques modifications plus de justice dans la répartition des biens et de l'adapter à l'état économique moderne.

1. M. Delzons, *Droits des femmes*, *Revue des Deux Mondes*, 15 novembre 1906.

La composition du patrimoine commun n'est du reste pas le seul point défectueux du régime légal. On lui adresse de vives critiques notamment sur ce point: La femme en se mariant devient incapable, le mari, chef de la communauté, a tous les pouvoirs et dispose de tous les biens, la femme dans la famille est réduite à un rôle indigne d'elle. Il nous faut examiner les critiques élevées sur cette matière de façon à ce que le régime choisi soit susceptible d'y remédier.

CHAPITRE III

Les pouvoirs respectifs des époux dans l'administration des biens

« Pour déterminer l'étendue des droits et des devoirs des époux durant le mariage le législateur aurait dû prendre pour base l'égalité incontestable entre l'homme et la femme (1). »

Le Code aurait dû partir de ce principe pour établir les règles de l'administration par les époux de leurs biens, mais il rangea la femme mariée parmi les incapables, se mettant ainsi en désaccord avec son principe qui accordait à la fille, à la veuve la pleine capacité, et les pouvoirs qu'il accordait au mari, restreints en apparence à ceux d'un administrateur, étaient exorbitants, d'autant plus qu'ils recevaient une extension considérable par le fait de la chute en communauté de biens beaucoup plus nombreux et plus importants que précédemment. Du reste, le

1. M. Huc *Commentaires théor. et prat. du Code*, t. IX, 1896.

Code après avoir dit (art. 1421) : « Le mari administre seul les biens de la communauté », lui accordait aussitôt des pouvoirs plus étendus, des pouvoirs de disposition. « Le mari peut les vendre, aliéner, hypothéquer sans le consentement de sa femme. » C'est donner au mari une prépondérance exagérée qui, si l'on ne considérait que les textes de loi justifieraient cette formule de M^{me} d'Héricourt : « La femme est une nullité, une paria. »

Pour justifier les rédacteurs du Code, on a prétendu qu'ils avaient simplement adopté les règles en vigueur, et avaient sagement agi en les conservant, et en repoussant le système idéal et théorique, mais impraticable de Cambacérès, qui exigeait le concours des époux pour tous actes, même de simple administration. Si nous comparons le système en vigueur sous Pothier et celui adopté par le Code, nous ne trouvons pas une grande différence dans leurs règles directrices ; le Code a plutôt atténué la rigueur de certaines.

Le principe posé dans l'article 1421 que nous avons cité et celui de la Coutume de Paris : « Le mari est seigneur des meubles et conquêts immobiliers durant et constant le mariage de lui et de sa femme (1) » aboutissent en général aux mêmes résultats pratiques.

Quelles sont en effet les conséquences déduites

1. *Coutume de Paris*, art. 225.

par Pothier de ce principe ? Il les indique lui-même avec beaucoup de clarté en quatre corollaires (1) :

1° L'époux pouvait charger la communauté de toutes les dettes qu'il lui plaisait de contracter, pour quelque motif que ce fût, sans que la femme eût même été consultée ; elle n'en sera pas moins censée s'être obligée sur sa part de communauté : « Si convient-il qu'elle suefre la volonté de son seigneur (2). »

2° Le mari pouvait disposer à titre gratuit ou onéreux des biens communs sans le concours de sa femme, c'est-à-dire que l'aliénation n'avait d'autre principe que l'appréciation personnelle du mari. Par là même, il pourra grever les immeubles communs d'hypothèques ou les charger de servitudes non seulement pour ses dettes mais encore pour celles d'autrui. Et on tire de cette conséquence une autre règle, à savoir, que l'époux pourra donner les biens de la communauté soit par libéralités entre vifs, soit par testament.

3° « Il peut les boire et les manger », disent nos vieux coutumiers en parlant des biens de la communauté, c'est le troisième corollaire que Pothier tire du principe dans le dernier état du droit. « Le mari peut à son gré perdre les biens de la communauté sans

1. *Traité de la communauté*, n° 468 ss.

2. *Coutumes de Beauvoisis*, ch. XXI.

en être comptable ; il peut laisser périr par la prescription les droits qui dépendent de sa communauté, dégrader les héritages, briser les meubles, tuer par sa brutalité les chevaux et tous animaux faisant partie de la communauté, sans être comptable à la femme de toutes ces choses (1). »

4° La quatrième conséquence est que le mari par sa seule qualité doit étendre ses pouvoirs jusque sur le patrimoine propre de sa femme. Mais tandis qu'il est chef et administrateur de la communauté, il a seulement l'administration du patrimoine de son épouse. « C'est par rapport aux dits biens que espèce de bail que donne la puissance maritale. » La femme ne pourra donc obliger ses propres biens sans le concours de son mari. Celui-ci pourrait même disposer des meubles que la femme aurait réalisés à titre de propres. « Les mobiliers réalisés ou propres conventionnels se confondent dans la communauté avec les autres biens mobiliers de la communauté qui est seulement chargée d'en restituer la valeur à celui des conjoints qui les a réalisés (2). »

Dans la société le mari jouissait donc d'un pouvoir absolu, ce qui faisait dire à Pothier « que la femme tant que la communauté durait n'avait qu'un droit informe se réduisant au droit de partager un jour

1. Pothier. *Traité de la communauté*.

2. Pothier. *Traité de la communauté*, n° 325

les biens qui composeraient la communauté lors de sa dissolution (1). »

La théorie des récompenses d'après laquelle le mari devrait indemniser le patrimoine de la femme ou celui de la communauté s'il s'était enrichi à leurs dépens et la règle que ces actes de dispositions n'étaient valables que s'ils ne portaient pas sur la part entière de la femme dans la communauté, étaient les seules restrictions apportées à ses pouvoirs.

Le Code a peu modifié ces principes. Il a reconnu la nécessité d'assurer l'unité dans la direction des intérêts du ménage en chargeant le mari de l'administration des biens et pour faciliter sa tâche, il lui a donné de larges pouvoirs : ce sont encore les mêmes règles, paraissant d'abord restreindre les pouvoirs du mari à ceux d'un administrateur ordinaire d'une société, les seuls qui dussent être accordés rationnellement au chef de l'association conjugale, il les étend beaucoup au delà en lui donnant pouvoir « de vendre, aliéner, hypothéquer les biens de la communauté sans le concours de la femme ». Il le considère comme un associé gérant d'une qualité toute spéciale dont les attributs excèdent ceux d'un administrateur ordinaire. En cette qualité, il peut passer des baux d'une durée supérieure à celle que le Code a assignée comme maximum aux gérants des

1. Pothier, *Traité de communauté*, n° 3.

biens d'autrui : il pourra faire usage des revenus ou exercer les actions compétant à la communauté suivant son bon plaisir sans avoir de comptes à rendre à qui que ce soit. Il pourra dans sa gestion commettre toutes négligences, s'abstenir des réparations d'entretien les plus urgentes, la loi ne le frappe d'aucune sanction.

Il y a plus : il peut aliéner, hypothéquer les biens de la communauté ; comme dans l'ancien droit, il lui est loisible de dissiper tous les biens de la communauté pour des spéculations, pour ses plaisirs, sans qu'il ait aucun compte à rendre des motifs qui l'ont fait agir, ni de la destination qu'il entendait donner aux fonds provenant de l'aliénation. La femme ne peut exercer aucun contrôle et même le mari peut compromettre irréparablement la fortune à venir de la communauté, car comme dans l'ancien droit, les dettes qu'il contracte au cours du mariage grèvent la communauté.

En ce qui concerne les actes à titre gratuit, les pouvoirs du mari sont exagérés, puisqu'il peut en fait arriver grâce à eux à dissiper la communauté entière. Cependant le Code apportait à l'ancien régime de sérieuses restrictions ; l'article 1422 lui défend en effet de disposer entre vifs à titre gratuit des immeubles, et de l'universalité ou d'une quote part des meubles sauf pour l'établissement des enfants : mais l'utilité de cette mesure est complètement dé-

truite par l'autorisation qu'il accorde au mari de donner à titre gratuit les meubles de la communauté sous ces deux seules réserves qu'il ne le fera pas pour l'universalité ou une quote part du mobilier, et qu'il ne se réservera pas l'usufruit de la donation faite (1).

Tous ces pouvoirs accordés au mari pour l'administration des biens de la communauté sont exagérés surtout pour les meubles dont la valeur est aujourd'hui si importante. C'est que le Code au lieu de reconnaître l'incapacité de la femme mariée seulement dans la mesure où la prééminence du mari s'imposait, a tiré son système de cette conception artificielle et excessive adoptée en pleine renaissance du xvr^e siècle sous l'influence du droit romain, où il ne restait vraiment durant le mariage rien de commun en ce qui touche la communauté de droit de la femme, où sous le couvert d'une propriété fictive on aboutissait à l'unité de propriété sous le pouvoir et la mainmise exclusive d'un seul.

La nécessité d'une réforme ne se discute plus, mais certains la veulent radicale et réclament l'adoption comme régime légal de la séparation des biens ; nous aurons à voir si le régime de la communauté réduite aux acquêts s'opposerait à l'atténuation des pouvoirs du mari, à l'extension de la capacité de la

1. *Code Civ.*, art. 1422.

femme. Adopter ce régime comme droit commun, ce serait la possibilité de revenir au système de notre communauté initiale, celle de Beaumanoir, vraiment issue de nos origines françaises les plus directes, celle si logique, si homogène, si conforme à la notion d'union entre les époux.

Le système de cette époque, en ce qui concerne la capacité respective des deux époux, peut se résumer en ces deux principes :

1° La femme n'est pas incapable ;

2° Mariée, elle est entièrement soumise au mari.

Cela résulte pleinement des textes de Beaumanoir où celui-ci parle à la fois de la femme mariée autorisée et de la fille ou de la veuve. Pas de différence entre elles : La femme mariée autorisée de son mari peut comme la veuve ou la fille (majeure) accomplir tous les actes de la vie juridique. Elle peut s'obliger, se porter caution, avoir accès aux tribunaux « Veves femes se poent bien obligier en dete, ou en plegerie, ou en quelque plet qu'il lor plera, par devant la justice laie, ou s'il ne lor plest, il ne respondraient fors par devant lor ordinaire (1). »

L'incapacité de la femme provient de la nécessité de la soumettre à l'autorité du mari, chef de la « compagnie » et non pas d'une infériorité inhérente à son sexe.

1. Beaumanoir, *Coutumes de Clermont en Beauvoisis*, XLIII, 14.

Et les conséquences logiques que Beaumanoir tire de ce principe constituent un ensemble beaucoup plus parfait que la théorie subtile, compliquée de l'autorisation supplétive de justice qui s'est fait jour en France au xiv^e siècle et qui existe encore dans notre Code.

Tout d'abord la femme mariée n'était pas par le fait de son sexe une incapable, elle était seulement soumise pendant le mariage à la volonté de son « baron ». Cette idée dicte à Beaumanoir le passage suivant qui résume en quelque sorte la conception qu'il se fait du rôle de la femme dans le ménage, rôle d'associée en second : « En aucun cas serait la feme tenue à respondre de se dete ou de se plegerie, el tans de son baron, si comme se ses barons est faus ou hors de sens, si que il est aperte coze qu'il ne se melle de riens et que le feme fait et mainbur-nist toutes les cozes qui à eux appartiennent ou se le feme est marqueande d'aucune marqueandise dont ses barons ne se set meller, lequele ses barons li laisse demener por lor commun porfit : ou se li barons est en estranges terres fuitis, ou banis, ou emprisonés, sans espérance de revenir ; car autrement seraient moult de bone gent honni qui baillent le lor à teles manières de femes, et eles meismes, en perdraient lor marceandises (1). »

1. Beaumanoir, XLIII, 28.

La femme, en cas d'absence, d'empêchement du mari, prend en mains les intérêts de la communauté. Ce qu'elle fera sera aussi valable que s'il l'était par le mari. Son incapacité ne ressemble en rien à celle du pupille : elle ne provient que du besoin d'unité d'administration de la communauté.

Le mari dans l'administration a, en ce qui concerne les meubles et les fruits de cette communauté, les pouvoirs d'un chef absolu ; il n'en est pas de même pour les conquêts ; chacun est plus un propre par moitié qu'un vrai bien de communauté. Sans doute pour son aliénation, c'est le mari qui en aura l'initiative, mais il devra obtenir le concours de sa femme ; il devrait même l'obtenir pour l'aliénation de ses propres, car celle-ci ne sera définitive que lorsque la femme aura renoncé à son douaire sur les biens de son « baron ». « Mais voir est que li treffons de l'iretage qui est de par la femme ne pot li mais vendre si ce n'est de l'octroi et de la volonté de se feme ; ne le sien meisme, se elle ne renonce à son doaire, qu'elle riens ne demandera por son doaire, si elle le servit. »

Ce concours de la femme aux actes importants de l'administration du mari est pour elle une garantie, une sûreté précieuse, la meilleure peut-être qui puisse lui être accordée et cela peut expliquer que Beaumanoir ne lui ait prévu aucune garantie spéciale pour le cas de dilapidation du patrimoine par le mari.

C'est à ce système que nous devons souhaiter revenir à l'imitation de certaines autres nations. Notre législation n'accorde à la femme dans l'administration des biens qu'un rôle trop effacé, et la laisse trop sous la dépendance du mari dont les pouvoirs ont été démesurément étendus et rendus plus dangereux par l'importance toujours croissante des meubles. On en a senti l'inconvénient et voulu rendre à la femme son vrai rôle d'associée du mari, la jurisprudence, en lui reconnaissant le droit d'agir pour les affaires du ménage, mais seulement en vertu d'un mandat que le mari est censé lui donner ; la pratique, qui en exigeant la renonciation de la femme à son hypothèque légale sur les immeubles du mari ou de la communauté, lui permet d'intervenir à tous les actes de disposition sur eux. Mais ce procédé privait la femme d'une garantie à elle donnée par la loi, et souvent l'obligeait à s'engager elle-même plus qu'il ne convenait ; et surtout il ne lui était d'aucune utilité pour les meubles, les valeurs mobilières, qui constituent maintenant l'élément essentiel de la communauté ; ils restent à la disposition absolue du mari, sans que la femme puisse exercer sur leur administration le moindre contrôle possible.

Une mesure législative s'impose en cette matière, d'autant plus que le rôle réservé aux femmes ne se justifie plus à une époque où leur instruction si développée leur permet d'aspirer à des carrières qui

jusqu'ici leur étaient fermées, et à l'égalité complète de droits avec l'homme. L'esprit de critique les pénétre et les révolte contre la subordination où les tiennent encore les lois et les mœurs.

Enfin la révolution économique en faisant du travail la source principale de la richesse a bouleversé la condition sociale de la femme. Celle-ci est devenue un agent de production. Dans bien des cas le mari ne fait plus seul vivre le ménage ; la femme par son travail concourt à lui assurer les ressources nécessaires.

Une réforme récente, la loi de 1907, a fait disparaître les résultats les plus choquants des droits du mari sur les gains de sa femme en reconnaissant à celle-ci le droit d'en disposer. Ce n'est pas assez ; il faut aller plus loin et reconnaître à la femme la pleine capacité. Les conditions nouvelles de la vie, ses aptitudes ne permettent plus de la ranger parmi les incapables.

CHAPITRE IV

Des garanties accordées à la femme contre l'administration de son mari.

En présence des pouvoirs si étendus accordés sur les biens de la communauté au mari, le Code devait accorder à l'épouse des garanties très sérieuses. Cela était nécessaire et en parfaite corrélation avec le rôle assigné par le Code à la femme dans le ménage. La femme commune en biens, celle qui se marie sans contrat, donc la femme du peuple ou la petite bourgeoise est l'auxiliaire indispensable du mari ; elle collabore par ses soins et même par son activité à la prospérité du ménage, mais cette activité est plutôt conservatrice que créatrice ; il n'apparaît pas que le législateur de 1804 ait supposé d'elle le travail qui crée, ni qu'il ait pensé que sa raison, son instinct pratique fussent jamais assez certains pour rendre utile son concours aux actes graves du mari, actes qui ne sont plus d'administration courante, mais bien aussi des actes de disposition, d'aliénation. En

compensation et par un juste retour, on l'exemptait de toute responsabilité dans les affaires du ménage, une part de gains lui étant assurée sans qu'elle soit obligée de supporter les dettes de la communauté. Si le mari subit des revers, grâce à la Séparation des biens et la renonciation à la communauté, la femme pourra sauver son apport et se tenir à l'abri de toute perte ; par l'hypothèque légale, elle primera sur les immeubles du mari des créanciers dont l'argent a pu cependant lui porter profit. Ce sont de grands avantages, surtout pour une femme qui n'aura pas tenu le beau rôle qu'imaginaient les rédacteurs du Code civil.

Cependant toutes ces protections, toutes ces mesures prises par le Code pour garantir la femme contre toute perte n'empêchent pas le mari de dénaturer le patrimoine commun et de le dissiper à sa fantaisie : or ce patrimoine était composé de tous les apports mobiliers de la femme, de tous les gains qu'elle réalisait ainsi inutilement du moins jusqu'à la loi de 1907. C'est aux immeubles que le Code réserve toutes ses protections, or les ménages établis sans contrat en possèdent rarement. La femme a beau avoir de la clairvoyance, de la prudence, aucun moyen ne lui est réservé d'empêcher l'accomplissement par le mari d'un acte désastreux.

Elle a le seul remède extrême de la séparation de biens, mais celle-ci aura toujours le tort de priver

la famille du salaire du mari, d'entraîner des discussions, des rivalités, qui souvent aujourd'hui aboutiront au divorce, de ne protéger que l'avenir, et de ne pas réparer le passé, alors qu'elle n'interviendra généralement que lorsque la communauté sera complètement ruinée; enfin d'exiger une procédure lente et coûteuse, possible seulement aux femmes ayant de la fortune.

Quant aux autres protections, que ce soit le droit de renoncer à la communauté, ou le bénéfice d'émolument, elles ne sont pas moins illusoires : La suppression des prohibitions du sénatus-consulte Velleien en donnant à la femme la facilité de s'obliger avec et pour son mari l'a exposée aux poursuites des créanciers pour la totalité de la dette, lorsqu'elle aura donné sa signature.

La pratique notariale, la jurisprudence ont enlevé toute efficacité dans la protection des intérêts de la femme à l'hypothèque légale sans dégager celle-ci de ses graves défauts.

Reposant sur un système occulte, elle détruit toute l'économie du régime hypothécaire ; ruinant inutilement le crédit du mari dans bien des cas, et n'intervenant qu'en faveur des femmes dont les maris ont des immeubles, elle est injuste. Généralement enfin, elle manque le but pour lequel le Code l'avait créée : car dans toute vente d'immeuble par le mari, c'est une clause de style que celle énonçant la renonciation

de la femme à son hypothèque ; pour tout emprunt, le mari devra obtenir la signature de sa femme. Son crédit est entièrement ruiné par cette hypothèque légale qui n'accorde cependant pas à la femme une protection absolue.

Par contre l'intervention de la pratique a rapproché le rôle de la femme de ce qu'il doit être d'après nos idées modernes. Le principe germanique de l'assujettissement de la femme à cause de son infériorité physique, et le principe romain la considérant comme incapable à cause de son sexe nous paraissent des survivances attardées d'époques disparues. Avec les tendances libérales, égalitaires de notre époque, on ne comprend plus l'immobilité dans laquelle l'épouse est claustrée par le Code, ni les privilèges exorbitants derrière lesquels elle s'abrite. Nous lui voudrions plus d'indépendance et de liberté et moins de sauvegardes. La pratique a tenté de réaliser ce dessein ; mais en-serrée de toutes parts dans les prescriptions légales, elle ne peut aboutir. Il est temps que la loi elle-même mette d'accord le droit avec le fait.

DEUXIÈME PARTIE

EXAMEN DES DIVERS RÉGIMES MATRIMONIAUX

CHOIX D'UN RÉGIME LÉGAL

CHAPITRE I

La communauté universelle. Le régime dotal

SECTION I. — *Communauté universelle.*

Parmi les différents régimes matrimoniaux actuellement existants et qu'on pourrait être tenté de substituer à la communauté légale de meubles et acquêts, la communauté universelle paraîtrait devoir être le plus favorablement accueillie. « Les bons ménages, dit M^{me} Oddo-Defflou, ont vécu et vivront toujours en communauté. » N'est-ce pas le régime idéal, le plus conforme à la notion que nous nous faisons du mariage absolu, indissoluble, et qui établirait entre les époux l'union la plus parfaite. Il est en effet désirable que l'union des biens accompagne celle des personnes. Plus étroits seront les liens qui uniront les époux l'un à l'autre, plus inséparables seront les intérêts les enchaînant, plus leur union sera conforme aux vœux de la nature, aux fins supérieures de la famille qui sont de marier, de fon-

dre autant que possible deux êtres en un seul. « La communauté universelle répond seule d'une manière complète à l'idée de l'union des époux par le mariage. »

D'autre part, au point de vue économique, pour la répartition des biens entre les époux, pour le crédit du mari, ce régime paraît plus conforme à l'équité. « On devrait d'autant moins hésiter à ériger cette communauté en régime de droit commun que l'exclusion des immeubles et leur réserve au profit de chacun des époux n'a plus dans notre législation actuelle de raison d'être et se trouve en désaccord avec les conditions économiques de la société moderne : dans l'ancien droit cette réserve était logique : elle se rattachait au système des propres de succession et rentrait dans cet ensemble de règles et d'institutions qui tendaient à la conservation des biens dans la famille, mais notre législation nouvelle, on le sait, a rompu avec ces tendances et ces traditions. Il y a plus ; en présence de l'accroissement prodigieux de la richesse mobilière et alors que la fortune de beaucoup de familles consiste uniquement en valeurs de cette nature, le système, qui, tout en excluant de la communauté les immeubles des époux y fait tomber leur mobilier, même futur, conduit souvent à d'injustes inégalités que ni les époux ni leur famille n'eussent acceptées d'avance s'ils les eussent prévues.

L'équité est beaucoup mieux observée dans le ré-

gime de la communauté universelle puisque chacun des époux ne retient rien de sa fortune, voit son crédit beaucoup mieux assuré puisque chacun répondant des dettes de l'autre, les créanciers ont un gage plus considérable, et n'ont pas à craindre en cas de saisie la revendication frauduleuse de l'un des époux. A la liquidation, tout se passera très simplement ; il n'y aura qu'un patrimoine, donc pas de question de récompenses, ni de reprises ; mais une simple opération de partage.

Le régime a cependant des inconvénients tels que nous n'hésiterons pas plus à le repousser qu'on ne le fit en 1804. Les fortunes des époux seront rarement égales et le mariage sera plus encore que sous le régime actuel où une partie seule du patrimoine des époux tombe en communauté, le surplus n'étant soumis qu'à la jouissance du mari, une chasse à la dot. Les biens seraient exposés à changer continuellement de famille, résultat auquel on est encore aussi exposé que du temps de Tronchet.

D'autre part, le rôle de la femme sera encore plus effacé que sous le régime actuel ; à moins d'admettre comme le faisait Cambacérès dans son premier projet de Code, que la femme devrait participer à tous les actes de simple administration, on laisserait au mari des pouvoirs d'autant plus étendus qu'ils porteraient sur des biens plus considérables. Ceci est trop contraire à toutes les tendances modernes pour être

admis, et il est impossible d'établir la nécessité du concours des époux pour tous les actes d'administration sous peine de rendre celle-ci impossible. Cambacérès, dans l'exposé des motifs de son troisième projet, le reconnaissait déjà : « Dans le premier projet de Code, on avait adopté l'usage de l'administration commune ; cette innovation a éprouvé de justes critiques. Et quoique l'égalité doive servir de régulateur dans tous les actes de l'organisation sociale, ce n'est pas s'en écarter que de maintenir l'ordre naturel et de prévenir ainsi les débats qui détruiraient les charmes de la vie domestique. Remarquez en effet que l'administration commune serait entravée perpétuellement et que la diversité d'opinions sur les plus petits détails opérerait bientôt la dissolution du ménage. »

Enfin, ce système est manifestement contraire à nos traditions, aux volontés des époux qui l'adoptent rarement dans leurs contrats. « Il y a des théoriciens qui préfèrent la communauté universelle, mais la pratique l'ignore ; c'est à peine si sur 200 contrats, il y en a un seul qui stipule la communauté universelle, preuve que ce régime n'est pas en harmonie avec les sentiments généraux. Cela est décisif pour les législateurs, il s'agit de conventions, or, en cette matière, le législateur ne fait que prévoir ce que les parties veulent (1). »

1. Laurent. *Principes du droit civil*, t. XXI, p. 221, Paris, 1876.

Depuis la funeste introduction du divorce dans notre législation, il y a une utilité de plus à conserver aux époux leurs apports. Ils seront nécessaires, comme au temps d'Auguste, à ceux à qui leur conscience n'interdirait pas de contracter un nouveau mariage.

SECTION II. — *Le régime dotal*

Un autre régime nous paraît aussi devoir être écarté sans discussion, c'est le régime dotal. Ses inconvénients le font abandonner de plus en plus de la pratique. Le point caractéristique de ce régime réside dans la règle de l'inaliénabilité des biens dotaux. C'est elle surtout qu'il faut apprécier.

Son grand avantage est d'assurer de façon absolue la fortune de la femme qui même avec le consentement de celle-ci ne peut être aliénée. La fortune mobilière de son côté trouve dans l'hypothèque légale à laquelle la femme ne peut renoncer une garantie absolue. Il assure plus de justice dans la répartition des biens, grâce à l'absence de leur distinction en meubles et immeubles. Il écarte du mariage toute idée de spéculation en ne laissant pas tomber les meubles en communauté.

Mais cette inaliénabilité tournera au désavantage des époux : ceux-ci auront les mains liées, ils devront

vivre avec les valeurs dotales sans pouvoir les convertir, et, par suite de la diminution rapide du taux d'intérêt, ils verront diminuer leurs revenus sans pouvoir y remédier par des aliénations et remplois, opérations souvent avantageuses et qui leur seront interdites.

L'hypothèque légale est encore plus nuisible pour le crédit du mari, puisque la femme ne pourra en aucun cas y renoncer.

Et malgré tout, ce régime si rigoureux a le défaut de n'être pas suffisamment solide, sa fragilité se révèle par les exceptions nombreuses que la loi a admises et par les fraudes qui trop facilement l'éluent. L'inaliénabilité de la dot mobilière n'est pas directement sanctionnée. Comme garantie, la femme n'a que l'hypothèque légale sur les immeubles du mari, protection souvent inutile si le mari n'a pas d'immeubles.

Les cas admis par la loi d'aliénation, de remploi ou d'échange, permettent des fraudes, la justice pouvant être facilement trompée sur la valeur relative des immeubles.

De plus tous les bénéfices, toutes les économies réalisées sur les biens dotaux sont attribuées au mari. La femme n'est nullement intéressée à la prospérité du ménage; elle est au contraire poussée à la dépense.

Enfin ce régime dotal adopté comme régime légal

serait une séparation de biens. Les ménages vivant sous le régime légal n'auraient jamais de biens dotaux puisque ceux-ci ne peuvent exister qu'en vertu d'une convention expresse, d'un contrat de mariage (1). Tous les biens que les époux pourraient avoir seraient paraphernaux ; on aboutirait logiquement à la séparation de biens.

1. Duvergier disait : « Une dot entraîne la nécessité d'une constitution dotale, toute constitution dotale ne peut exister sans un contrat, et s'il nous faut une loi commune c'est précisément pour ces mariages qui ne peuvent pas payer le notaire ».

CHAPITRE II

La Séparation de biens

C'est vers ce régime que les tendances modernes, poussent le législateur. A lui se rallient les partis avancés, socialistes et féministes, et quelques conservateurs de marque qui le considèrent comme le plus simple, le plus protecteur des droits de la femme, le plus libéral.

Le plus simple, il confirme les époux dans leurs droits antérieurs au mariage. Au point de vue actif, chacun garde en propriété, gestion et jouissance, les biens qui lui appartenaient avant le mariage ou qu'il acquerra pendant son cours. Au point de vue du passif, chacun reste tenu personnellement sur son propre patrimoine des dettes présentes ou postérieures à la célébration du mariage. A la dissolution, « comme on n'aura rien embrouillé, il n'y aura rien à débrouiller. » Aucune des complications inhérentes à toute liquidation de communauté ne se produira.

Le plus libéral, lui seul permet de réaliser pleinement l'égalité entre époux et de reconnaître complète capacité à la femme. En effet les régimes de communauté les plus favorables à l'épouse l'associant véritablement au mari doivent laisser à celui-ci l'administration du patrimoine commun et la disposition du mobilier. (Norvège, Suède, Danemark). Le système de Laurent proposant la collaboration constante des époux est impossible. L'égalité complète implique séparation de biens.

Avec tout autre régime on se heurte à la difficulté de concilier la liberté de l'épouse avec les pouvoirs d'administration ou de disposition que tout régime d'union confère au mari. Dans le conflit, c'est le mari qui l'emporte: la femme ne peut porter atteinte aux droits que la loi ou elle a conférés au mari. L'incapacité, il est vrai, ne dérive plus du sexe mais a sa cause dans les pouvoirs conférés au mari. Avec la séparation la femme gardant la maîtrise de son patrimoine pourra excercer sa capacité sans être arrê-tée par les droits de son conjoint qui se légitiment si le mari a l'administration ou la jouissance des biens de la femme ou est commun avec elle, mais pas, si les intérêts sont séparés. L'activité patrimoniale de la femme peut ici s'épanouir librement.

Ce régime séparatiste est pour la femme la meilleure de toutes les garanties. Avec tout autre régime on ne pourra lui en accorder d'équivalentes. Lui

seul assurerait l'indépendance de la femme mariée, consacrerait son autonomie et lui permettrait toujours de garder ce qu'elle a. En dehors de la séparation, a-t-on pu dire, tout régime ne fait qu'affirmer le droit du plus fort et n'est qu'esclavage et sujétion.

Lors de Révolution une campagne fut déjà entreprise en sa faveur sous l'influence de Condorcet, et continuée sous celle de Stuart Mill au xix^e siècle. Elle était formulée dans les projets de Cambacérès (1) et fut admise en 1866 par le comité d'Études pour la réforme de notre législation (2). Actuellement les féministes et les socialistes réclament avec ardeur son adoption comme régime de droit commun. M. Viviani demande « la destruction de cette vieille maison ingrate inhospitalière où tous les privilèges sont à un seul, où un seul être discute, délibère, commande et a tous les droits ». Et il annonce « la construction prochaine de la maison vaste, spacieuse et souriante où la famille de demain aura son abri, où la mère vis-à-vis de ses enfants sera l'égale du père, où ces deux êtres tiendront leurs droits égaux de la conscience et de la raison (3) ». Cette égalité complète de droits implique la Séparation de biens.

Ce qui donne encore un regain de faveur à ce

1. Fenet, *Travaux préparatoires*, t. I, p. 20, 114.

2. Acollas, 1885, *Introduction à l'étude du droit*, p. 98.

3. Rapport de M. Viviani au congrès international du Droit des femmes de 1900 (Dans le compte rendu du Congrès, p. 195, ss.)

régime, c'est l'adoption qui en a été faite par les pays voisins, l'Angleterre et les États-Unis entre autres. On le considère comme le but définitif de l'évolution des institutions matrimoniales, celui dont on doit se rapprocher le plus rapidement possible.

On lui reproche, il est vrai, d'être contraire au but, à l'essence du mariage qui veut que tout soit commun entre époux, mais ces arguments d'intérêt moral ne peuvent à eux seuls être déterminants en faveur du régime de communauté ou de séparation de biens. Certes il est désirable que l'union des biens accompagne celle des personnes ; les liens du mariage en seront raffermis ; mais si cette idée peut être invoquée en faveur du régime de communauté, il n'en résulte pas qu'il faille le considérer comme le seul régime où les époux vivront réellement unis, et croire que la Séparation amènera forcément le relâchement des liens matrimoniaux. La haute moralité de l'association des patrimoines existe seulement tant que se maintient la communauté de sentiments entre le mari et la femme. Elle n'apparaît plus aussi bien lorsque l'un des associés a le pouvoir d'abuser de ses droits, de dissiper les biens qui lui ont été apportés par l'autre associé sans que celui-ci puisse s'opposer efficacement à leur aliénation.

Et les défenseurs de la Communauté donnent un argument en faveur de la Séparation de biens lorsqu'ils demandent une limite à cette confusion des

biens, dont ils proclament les bienfaits, et la réserve à chaque époux de ses biens ou du moins de certains d'entre eux.

Enfin l'exemple de l'étranger n'est-il pas probant et n'est-ce pas précisément, comme le disait M. Ribot, « dans ces pays où le foyer domestique est peut-être le mieux respecté, dans les législations anglo-américaines, qu'a été adopté tout d'abord ce régime ? »

C'est d'autant plus remarquable dans la législation anglaise que l'incapacité de la femme y était très étroite. Par le mariage la femme subissait une vraie déchéance. La personnalité s'absorbait dans celle du mari qui avait la propriété de tous ses biens meubles, l'administration, la jouissance de tous ses immeubles. En un temps très court la femme anglaise est passée de cette situation à la liberté la plus complète. Elle a vu s'établir la séparation absolue de ses intérêts pécuniaires, abolir toutes les conséquences de son incapacité, proclamer son indépendance définitive. L'acte de 1882 (1) lui réserve la propriété, la jouissance de tous ses biens personnels.

Elle établit la séparation avec capacité complète de la femme ; celle-ci reste propriétaire, usufruitière de tous les biens possédés lors du mariage ou acquis après. Sans doute elle peut laisser l'administration à son mari et pratiquement il en sera souvent ainsi.

1. Acte du 18 août 1882. *Ann. de législ. élr.*, 1882, p. 329.

Elle peut même le faire par contrat de mariage. Et à défaut d'une disposition expresse, même en communauté, alors que les gains de la femme seraient biens communs, elle pourrait en disposer librement pourvu que son industrie ne fût pas entretenue en majeure partie par les capitaux du mari. La puissance maritale n'existe pas. La femme peut seule sans assistance du mari ester en justice, disposer à titre gratuit ou onéreux. Elle reste seule tenue de ses dettes antérieures au mariage. Celui-ci n'exerce plus aucune influence sur les biens des époux.

La séparation est absolue, cette réforme était nécessaire en Angleterre, elle n'y a cependant pas été admise sans préparation (1). Elle s'est introduite lentement dans les mœurs avant de passer dans la loi qui n'a fait que se mettre en harmonie avec l'état social ; elle est ainsi en accord avec le caractère et les mœurs britanniques.

En Amérique, les États-Unis ont également adopté la séparation de biens comme régime légal. La femme mariée y jouit d'une liberté et d'une capacité complètes.

A New-York, on paraît pleinement satisfait des résultats (2) de cette réforme. Certains jurisconsultes

1. Les lois du 9 août 1870 (*Ann. de législation étr.*, 1870, p. 55) et du 30 juillet 1874 (*Ann. Lég. étr.*, 1874, p. 32) avaient reconnu à la femme la pleine propriété du produit de son travail personnel.

2. Voir ce que dit des résultats produits sur la famille en Améri-

craignaient que la création d'une diversité d'intérêts dans la famille n'amenât des troubles dans le ménage, ne détruisît la confiance réciproque. Ils reconnaissent après application que ces craintes n'étaient pas fondées. De l'avis unanime, ces discussions ne se sont pas produites. Plus indépendante, maîtresse de sa fortune, l'épouse est traitée avec plus d'égards par le mari. Cette réforme ne paraît donc pas avoir eu d'inconvénients, mais rien que des avantages : qu'on observe la famille américaine, on est tout d'abord frappé de la moralité qu'elle présente. Mais en l'examinant de plus près, on y trouve les éléments d'une désorganisation manifeste qu'on ne peut peut-être pas attribuer directement à la loi, mais qu'il faut rattacher aux circonstances qui l'ont précédée et suivie : la femme recevant une éducation étendue, virile, perd de vue sa mission, préparée pour la forme encore à la direction du ménage, elle se détourne peu à peu de ses fonctions et en dédaigne les soins. La femme cherche à se débarrasser des devoirs de la maternité, des soins du ménage ; trop rapprochée de l'homme, elle veut lui être égale en tout. N'est-ce pas une grave menace pour la famille américaine que l'égalité des droits a contribué à augmenter.

Mais même en admettant l'excellence des résultats

que et en Angleterre par les lois nouvelles, M. Morizot-Thibault dans son ouvrage *l'Autorité maritale*.

obtenus dans ces pays étrangers, ce régime ne peut par ce seul motif nous être imposé. Les différents pays n'ont pas à être influencés par ce fait que l'Angleterre a cru devoir adopter un régime plus conforme à ses mœurs et à ses habitudes.

D'autant plus que ce régime si parfait en théorie paraît avoir en pratique de grands inconvénients, outre celui de tendre malgré tout au relâchement des liens matrimoniaux.

Au point de vue économique, il ne paraît favorable ni à la femme, ni au ménage, ni par suite à la Société.

A la femme d'abord, car bien que l'on doive tenir compte de ce fait qu'elle est devenue agent de production et que beaucoup d'entre d'elles sont employées à des travaux à l'extérieur, l'immense majorité s'en tient au travail à l'intérieur, et c'est encore le salaire du mari qui les fait vivre. Toutes celles-ci par l'adoption du régime de séparation de biens seront incitées à gaspiller le salaire du mari, n'étant nullement intéressées à sa conservation, n'ayant rien à gagner à réaliser des économies.

La question de la contribution aux dépenses sera susceptible de créer des difficultés ; malgré tout, il existe entre ces deux patrimoines une solidarité que rien ne saurait détruire. Comment fixer la contribution de chacun aux dépenses du ménage ? Il y a là

une question délicate, qu'il est difficile de trancher d'avance arbitrairement pour tous les cas.

D'autre part, la possibilité de frauder les droits des créanciers du mari est très grande et par suite le crédit du mari sera compromis.

Enfin ce régime qui paraît si bien garantir les intérêts de la femme et lui assurer une protection très efficace n'est en réalité pas aussi solide qu'il le paraît. Pendant longtemps encore le résultat atteint serait le même qu'en Russie où le régime légal est la Séparation de biens, mais où pratiquement il se résout en celui de la communauté de fait (1). Il en serait très probablement de même en France, la femme donnerait toujours au mari mandat d'administrer ses biens ; or, cette situation de mandataire, bien simple lorsque celui-ci est un étranger, devient très compliquée si le mandataire est le mari. Il percevra les capitaux et les revenus pour lui et pour sa femme, paiera les dépenses du ménage, emploiera, remploiera, disposera à sa guise. La situation sera confuse, et la sécurité si grande que ce régime paraissait devoir accorder à la femme s'évanouira. Se reposant par nonchalance ou

1. M. de la Grasserie. *De la critique et de la Réforme des régimes matrimoniaux. Réforme sociale*, 1902, p. 649 ss.

Et M. Lehr. *Eléments de droit civil russe*, t. I, p. 41 s. ; — voir à ce sujet, Leduc : *La femme et les projets de loi relatifs à l'extension de sa capacité*. Paris, 1898, p. 166.

par confiance sur son mari, s'abandonnant à lui pour l'administration de ses biens, elle sera aussi abandonnée par la loi qui ne lui apportera plus sa protection. Le mari, qui aura facilement obtenu une procuration générale, dilapidera, comme il le voudra, la fortune de sa femme, sans que celle-ci s'en doute ; lorsqu'elle s'en apercevra et voudra reprendre l'administration, il sera trop tard et bien souvent, elle ne retrouvera qu'une infime partie de sa fortune. Sa négligence, il est vrai, en sera la seule cause ; néanmoins la loi doit éviter la possibilité de ce résultat.

Ce rétablissement en fait du régime de la communauté serait la conséquence fatale de l'introduction en France d'un régime que l'on n'est nullement préparé à recevoir, et qui n'est pas réclamé par l'opinion. La preuve en est dans la rareté de ses applications pratiques. Sauf dans quelques rares contrats où des raisons particulières font admettre ce régime (1), on ne le voit intervenir que par décision judiciaire dans les cas de dissipation de la dot par le mari. Ce régime pratiquement n'est pas entré dans nos mœurs et n'y jouit d'aucune faveur.

Rien ne donnant à ce régime une supériorité incon-

1. En 1898, sur 82,246 contrats, 2,128 seulement adoptèrent la séparation de biens. (*Bulletin de statistique et de Législation comparée* 1899, p. 141.)

testée sur la communauté, les dangers que son application pratique pourrait avoir chez nous doivent nous faire éviter sa brusque introduction en France. Évitions en voulant affranchir la femme de la servitude du foyer d'aboutir à un résultat analogue à celui obtenu dans l'ordre industriel par la Révolution.

Le rapprochement que fait M^{me} Schmal entre la servitude industrielle et celle du foyer est instructif : les institutions corporatives abolies, le travailleur a pâti de son isolement, et a dû lutter pour faire revivre ces groupements qu'il avait détruits. De là est résulté un siècle de malaise social, et un avenir bien incertain malgré les perspectives brillantes que font luire à nos yeux les croyants de la coopération. Prenons garde en supprimant l'autorité dans la famille, en disjoignant les intérêts des époux de « provoquer une crise morale et sociale beaucoup plus redoutable encore. En somme le conflit entre patrons et ouvriers n'intéresse pas toutes les forces vives de la nation, mais l'ébranlement de la famille aurait un contre-coup sur l'ordre social tout entier. L'individualisme triomphant au foyer régnerait en maître au dehors » (1).

Qu'on procède donc en ces matières avec une très grande prudence, et le régime de la Séparation ne

1. M. Cauwès, *De la protection des intérêts économiques de la femme mariée.*

présentant pas des qualités et des avantages incontestables, on ne peut le substituer au régime actuel que progressivement et lorsqu'on aura été habitué à sa pratique par des mesures transitoires.

CHAPITRE III

L'Union des biens

Un régime matrimonial actuellement très en faveur et très vanté pour sa savante organisation et sa parfaite adaptation aux idées modernes est celui que viennent d'adopter la Suisse et l'Allemagne, le régime d'Union des biens (1), encore appelé régime de Communauté d'administration, et qui a pour point de départ notre régime sans communauté. Est-ce bien par ses avantages théoriques qu'il s'est imposé dans ces deux pays? C'est plutôt qu'on le considérât comme le régime le plus conforme aux traditions du pays. En Suisse, on fit valoir en sa faveur qu'il était pratiqué dans les deux tiers des cantons par une population de 1.913.270 habitants et en Allemagne que c'était « celui qui nécessiterait l'introduction dans le

1. Voir notamment les ouvrages de M. Lehmann et de M. Saleilles : *La condition juridique de la femme mariée dans le nouveau Code allemand*, M. Aftalion, *La femme mariée*, M. Lyon-Caen, *La femme mariée allemande*. Th. Paris, 1906.

pays de moins d'idées nouvelles que tout autre ».

Dans cette révision générale de leur législation, la Suisse et l'Allemagne se sont trouvées en présence de nombreuses questions soulevées par les institutions matrimoniales, et ont réalisé d'heureuses innovations dont nous devons tenir compte, car certaines jointes à notre régime de la communauté d'acquêts le mettraient en état de satisfaire complètement aux désirs modernes. A ce point de vue, le régime allemand serait très intéressant pour nous, mais comme le dit M. Saleilles, « il est bien compliqué et assez éloigné des habitudes françaises ». Dans ces conditions, il paraîtrait difficile de l'introduire en France à moins qu'il ne présentât des conditions de perfection telles qu'il dût s'imposer à nous ; or il ne paraît pas les réunir. Il présente des défauts tels qu'il a fallu toute l'habileté du législateur allemand pour rendre possible ce régime où « l'arbitraire côtoie constamment l'équité » et obvier à ses principaux défauts. Mais examinons-le plus en détail.

Ce régime repose essentiellement :

1° Sur le principe de l'unité d'administration : tous les biens de la femme sont confondus en une seule masse avec ceux du mari qui a sur eux les droits de jouissance et d'administration. A ce titre tout bien de la femme constitue un apport, c'est-à-dire un bien grevé de l'usufruit du mari (1). Cet abandon au mari

1. C. civ. allem., art. 1363.

de la jouissance des biens de la femme a été jugé le meilleur moyen d'obtenir la participation de celle-ci aux dépenses du ménage ; on l'a trouvé plus simple que la fixation de la part de la femme à une quote-part de ses revenus. On en a cependant reconnu l'injustice ; pour y remédier, on a dû admettre l'existence des biens réservés, création à laquelle on tenait beaucoup, mais procédé encore insuffisant pour le régime légal, comme on le verra.

2° Sur un principe de séparation de biens absolue quant à la propriété qui se manifeste pendant le mariage par la différence des pouvoirs du mari sur ses biens et sur ceux apportés par la femme, et dans le passif où les apports de la femme ne répondent pas des dettes du mari, les créanciers de celui-ci n'ayant action que sur ses propres et les revenus des apports dans la mesure où ils ne sont pas nécessaires à l'entretien du ménage (1), où les créanciers de la femme ne peuvent poursuivre que ses biens réservés et dans certains cas seulement ses apports, pour les dettes antérieures au mariage et pour celles contractées pendant le mariage mais avec le consentement du mari c'est la séparation de dettes consacrée ;

La séparation se manifeste encore à la dissolution du mariage, où chacun reprend ses biens sans qu'il y ait lieu à un partage quelconque (2) : ce régime est

1. Art. 861, C. Proc. civile.

2. Code civ. all., art. 1421.

exclusif de tout patrimoine commun, fût-il réduit aux acquêts, chacun a gardé en propre au moins quant à la propriété toute ce qu'il a pu acquérir par son travail, son industrie, ses économies.

3° Si l'administration appartient au mari seul, le terme de communauté d'administration se justifie au point de vue de la disposition qui est commune. Aucun des époux ne peut seul disposer d'un bien patrimonial (1), ni le mari qui n'est pas propriétaire, ni la femme qui a conféré des droits au mari. La femme a ainsi une participation effective à la gestion du patrimoine.

Ce régime, outre le grave danger qu'il aurait de bouleverser les habitudes françaises auxquelles il est si contraire, présente encore d'autres défauts nombreux.

Tout d'abord l'égalité est rompue au préjudice de la femme ; s'il y a communauté d'administration, c'est une communauté aux dépens de la femme puisqu'elle n'existe que par rapport à ses propres biens et que les revenus et les gains en provenant sont réservés au mari ; on dit bien qu'en échange on laisse à la femme la possibilité de se réserver par une clause spéciale de son contrat de mariage l'administration, la jouissance de certains de ses biens, et que pour celles ne pouvant faire de contrat de mariage, la loi

1. Code civ. all., art. 1375, 1395, 1412.

réserve d'office pour la femme certains biens, notamment ses objets de travail, ses gains et salaires ; et c'est une objection qu'on peut aussi faire à la séparation de biens, cette mesure est-elle réellement à l'avantage de la femme ? Il semble que ceux qui en réclament l'adoption envisagent l'époque où ce sera la femme qui fera vivre le ménage et lui vaudra par son industrie les plus riches bénéfices, comme prochaine. Du côté socialiste, du socialisme masculin, on ne partage pas les mêmes illusions ; on continue à croire que d'ici à quelque temps du moins ce sera encore le mari qui neuf fois sur dix fera fortune dans le ménage et on n'a pas été sans se préoccuper de la situation faite à la femme, qui entrant sans un sou vaillant dans le ménage, et n'ayant à la mort du mari à retirer de l'association conjugale que la misère, alors que le mari aurait gagné l'aisance, serait à la merci des enfants. C'est ce que le parti féministe appelle pour la femme conquérir l'indépendance. Pour ne pas lui causer de préjudice, pour rester dans les limites de la justice, on a dû lui accorder un droit sur la succession du mari.

Le principe du système de la communauté d'acquêts n'est-il pas plus juste et plus simple ?

Plus juste : « Comment n'a-t-on pas vu, dit M. Men-ger, que dans les ménages qui exploitent un petit commerce ou une modeste industrie, la femme travaille presque autant que le mari. Et en tous cas n'est-

ce pas le travail domestique de la femme qui permet au mari de ne s'occuper que de ses affaires et d'augmenter ses gains ? Est-il juste que de toute cette collaboration directe ou indirecte il ne revienne rien à la femme ? Et que dire surtout en présence du régime allemand qui donne au mari, sans qu'il ait à rendre compte, la jouissance de tous les apports de la femme, alors que ce sont peut-être les revenus de ces apports qui l'ont aidé à faire fortune ? De tout cela, la femme n'aura rien à retirer, n'est-ce pas profondément injuste ? »

Plus simple aussi, car ce régime de l'Union des biens va soulever des complications à l'infini pour la liquidation dans les petits ménages ; or c'est pour eux surtout qu'est fait le régime légal.

Le plus souvent en effet lorsque les deux époux travailleront chacun de leur côté, ils auront une bourse commune sur laquelle ils paieront les dépenses du ménage. Si le mariage se dissout brusquement, par décès par exemple, comment faire le compte sur l'argent trouvé dans le ménage de ce qui revient à la femme comme provenant d'elle, comment en faire la preuve, quelle présomption admettre ?

Mais voici un point plus délicat : c'est en partie avec l'argent provenant des gains de la femme que les dépenses payées sur cette bourse commune auront été soldées, c'est-à-dire sous le régime légal allemand avec des biens réservés, échappant au droit de

ouissance du mari et qui, par suite, ne devaient pas servir à solder les dépenses incombant au mari, comme c'est le cas pour les dépenses du ménage. Mais là encore comment en faire la preuve, comment établir le compte de ce qui est dû à la femme à titre de récompense, comme nous dirions en France ?

Est-il possible, d'autre part, d'admettre que les gains de la femme, biens réservés, ne devront supporter aucune des dépenses communes ? Voilà qui est bien contraire au but du mariage. J'admets que ce soit une réserve d'avenir pour la femme aux jours de crise, ou à la dissolution du mariage puisqu'elle n'aura rien à retirer des gains du mari, des économies réalisées. Mais si elle n'a rien apporté en se mariant, ses gains personnels étant ses seules ressources auxquelles on ne peut toucher puisqu'ils sont biens réservés, le mari supporterait seul les charges du ménage (1) ; on pourra obliger la femme à fournir sur ses biens réservés sa part contributive aux dépenses ; c'est une source de complications nouvelles, puisqu'il faudra recourir à la justice.

Comme il serait plus simple, et plus juste de consacrer en droit ce qui sera le plus souvent l'état de fait, la mise en commun de gains réciproques avec droit au partage quant à la propriété, sauf à laisser à la femme, tant qu'elle n'en abuse pas, la libre admi-

1. C. allemand, art. 1371.

nistration, la jouissance propre de ses gains personnels !

Quoi qu'il en soit, ces raisons n'ont pas prévalu ; la femme allemande n'a plus à espérer aucune part dans les gains de son mari. Et celui-ci prend en mains tous les apports de la femme, il en jouit et les administre ! Et il faut bien noter que ces apports comprennent non seulement ce que la femme apporte en dot au jour du mariage, mais aussi ce qui lui échoit par voie de succession.

Il est vrai que si tel est le principe, cette solution peut être écartée par une clause contraire : la femme en se mariant peut se réserver tel ou tel de ses apports, de même que si elle acquiert des dons ou legs, le donateur ou le testateur peut classer les biens parmi les biens réservés. Cette réserve est possible, même pour les biens advenant à la femme par succession *ab intestat*, il suffit d'une déclaration du *de cujus*.

Tels sont les éléments essentiels du régime matrimonial allemand, notamment au point de vue du sort des biens des époux. L'habileté avec laquelle il a été organisé lui a seule permis de subsister ; mais rien ne lui donne une supériorité de principes sur notre régime de communauté d'acquêts ; il ne lui a été préféré que pour une raison historique.

Il faut cependant encore mettre en relief les points suivants :

Le mari ne peut pas obliger la femme par un acte qu'il passerait lui-même encore qu'il s'agirait d'actes relatifs aux biens de sa femme, de même qu'il ne peut faire aucun acte de disposition sans le consentement de celle-ci (1), et cette solution s'applique non seulement aux apports immobiliers, mais aussi aux valeurs mobilières comprises dans les apports. Il n'y a d'exception que pour les objets de consommation faisant partie des apports dont le mari dispose librement, mais il semble bien que la femme en garde la propriété.

En ce qui concerne le passif, le mari lorsqu'il contracte une dette n'engage que lui et ses biens, il n'a pas qualité pour obliger la femme ni même ses apports. A l'inverse, les apports de la femme répondent de ses dettes antérieures au mariage, et de celles dérivant de délits ou d'obligations légales. Pour celles dérivant d'actes juridiques ou de contrats, il faut, pour qu'elles puissent être poursuivies sur les apports, que la femme se soit engagée du consentement du mari. Sans lui l'engagement est valable mais pas poursuivable sur les apports.

Tout ceci se déduit logiquement du principe admettant la capacité entière de la femme mariée. Il n'y a plus trace dans la législation allemande de puissance maritale, ou d'incapacité de l'épouse,

1. Code civ. allem., art. 1375.

mais il fallait donner à l'un des conjoints en cas de discussion pouvoir de décision, il résulte exclusivement de la répartition des rôles, car pour les affaires du ménage c'est à la femme qu'il est attribué (1).

Ce pouvoir propre de diriger le ménage, la *Schlusselfgewalt*, est une des plus heureuses innovations de la législation allemande. Pour l'entretien du ménage, pour toutes les dépenses s'y rapportant, la femme en les contractant représente le mari et l'engage personnellement (art. 1357, al. 1.)

Toutes ces réformes peuvent s'adapter au régime de la communauté d'acquêts ; nous n'avons en tous cas aucune raison pour introduire en France ce régime qui, comme le dit M. de la Grasserie, « est en tous points semblable à notre communauté d'acquêts sauf en un seul qui est une infériorité (2) ». Le motif de son adoption en Allemagne, la raison historique, doit nous inciter à le repousser.

La Suisse a également cru devoir adopter ce régime de l'Union des biens. L'organisation du régime légal, à quelques modifications près, était sensiblement la même que celle qui fut adoptée par l'Allemagne. Pour ce pays aussi, la considération déterminante en faveur de ce régime fut la tradition et les

1. C. civ. all., art. 1356, 1357.

2. M. de la Grasserie. *Critique et réforme du régime matrimonial*, voir *Réforme sociale*, 1902.

habitudes des populations. L'Union des biens était en effet pratiquée dans quinze cantons ou demi-cantons représentant une population de 1.913.276 habitants tandis que la communauté d'acquêts n'était le régime légal que de cinq cantons ayant une population de 428.352 habitants (1).

Il est établi d'après les règles suivantes :

1° La direction du ménage appartient au mari ;

2° L'époux doit s'associer par ses biens aux charges de la famille, et collaborer à la question des affaires communes. Le mari aura donc la jouissance du patrimoine de la femme, et le concours de celle-ci lui sera nécessaire pour les actes importants ;

3° La femme, qui, par son travail au domicile conjugal, son épargne, a contribué à la prospérité du ménage, doit prendre sa part de gains obtenus. On ne conclut cependant pas à la communauté d'acquêts ; « il suffit que la femme ait les avantages de ce régime » (Huber.)

1. M. Aftalion. *La femme mariée*, loc cit.

CHAPITRE IV

La communauté réduite aux acquêts. Supériorité et avantages de ce régime.

Malgré l'exemple des pays étrangers voisins, nous croyons qu'il faut défendre et maintenir en France le régime de la communauté. Contrairement à l'opinion de M. Bridel, nous ne croyons pas que « ce que l'Angleterre a fait en 1882 ne puisse tarder à être imité par la France »! ni « qu'une chose bonne pour l'Angleterre, la Russie, les États-Unis ne puisse être mauvaise pour d'autres pays à commencer par nos deux républiques (la France et la Suisse) » (1).

L'argument de l'exemple de l'étranger n'a pas à lui seul une grande portée pour le choix d'un régime matrimonial légal. S'il appartient au législateur de diriger dans le sens d'une justice plus grande l'évolution du droit civil, qui ne peut sortir entièrement des habitudes et des coutumes du pays, il ne doit cependant

1. Bridel. *Le droit des femmes*, Genève, 1896.

pas négliger celles-ci, s'il doit tenir compte de ce qui se passe à l'étranger et en tirer tout le profit possible, il doit cependant d'abord et surtout donner satisfaction aux préférences manifestées par les populations en ces matières où la loi doit être l'interprète de leurs volontés. A ce point de vue l'exemple de l'étranger est formel. Si l'Angleterre a pu admettre comme régime légal la séparation de biens, c'est que ce régime était déjà, grâce à la jurisprudence, aux cours d'Équity, passé dans les usages : la loi ne fit que consacrer une pratique nationale déjà admise.

En Suisse, en Allemagne, les législateurs ont motivé sur ces considérations le choix qu'ils faisaient du régime légal, en Suisse surtout où l'on reconnaît parfaitement la similitude des régimes et les avantages que la communauté d'acquêts pouvait avoir sur l'union des biens.

Il faut donc constater quels sont d'ordinaire les usages et les intentions de ceux à qui s'appliquera le régime légal pour en faire un choix judicieux, et non pas se placer à un point de vue abstrait de raison et de justice.

Ces seuls arguments suffiraient à nous faire repousser la séparation et l'union des biens en faveur de la communauté. Si en effet nous examinons les statistiques des contrats de mariage, nous voyons (1)

1. *Bulletin de Statistique et de Législation comparée*, 1899, p. 141

que pour l'année 1898, sur 287.288 mariages, 82.346 furent précédés d'un contrat et parmi ceux-ci 67.288 adoptaient le régime de la communauté réduite aux acquêts, 4.560 le régime dotal avec clause de société d'acquêts. Pour les autres, 866 adoptaient la communauté légale, 258 la communauté universelle, tandis que le régime de Séparation de biens n'était admis que dans 2.128 contrats, celui avec clause exclusive de communauté dans 1.694 contrats et le régime dotal dans 5.552 contrats.

On peut donc dire qu'actuellement en France, la presque unanimité des époux vit sous un régime de communauté et même en réalité sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, soit qu'ils l'adoptent par contrat, et c'est le cas pour l'immense majorité de ceux qui en font un, soit qu'en se mariant, ils n'aient pas de biens et ne faisant pas de contrat, ils ne soient en fait communs qu'aux acquêts. Et c'est bien le régime qui convient le mieux à notre Société. « Le régime de communauté est avant tout le régime des sociétés démocratiques ». Les désirs, les habitudes des intéressés sont bien nettement indiqués en faveur de ce régime. N'est-ce pas un argument suffisant en faveur de sa conservation ?

On peut aussi invoquer un argument qui seul n'eût pas suffi à faire repousser la séparation de biens comme régime légal, lorsqu'on l'invoquait contre elle, mais qui du moins peut influencer en faveur de la

communauté : c'est que ce régime est beaucoup plus conforme à la nature du mariage et à son but, à cette union qui doit exister entre proches parents et à plus forte raison entre époux, union « où l'action de chacun profite à tous, et l'action de tous profite à chacun, qu'on ait peu ou beaucoup, on partage en frères ; nulle distinction autour du foyer domestique, on n'y voit point la faim à côté de l'abondance ». (Lamennais.)

« Et mesmement cette communauté doit être principalement entre ceux qui sont conjoints, qui doivent avoir mis en commun leurs biens et incorporer tout leur avoir en une substance ». « Car il est raisonnable que ceux qui se donnent l'un à l'autre ce qu'ils ont de plus excellent, c'est-à-dire leur corps et leur âme, mettent aussi leurs biens en commun, car la personne est bien plus précieuse que les biens » (1).

Et dans le même sens, Pasquier disait : « Puisque donc en ce ménage commun chacun y contribue du sien, il semble merveilleusement raisonnable que celle qui a part au labeur participe aussi au profit. Et à tant que nos anciens n'introduisirent pas sans grande raison cette communauté de biens... » (Pasquier.)

La communauté de biens entre époux répond bien

1. *Recherches de la France*, cité Lelièvre de *l'Institution de la communauté réduite aux acquêts comme régime légal*, th. 1907, p. 17.

à un intérêt social en tendant à renforcer les liens matrimoniaux, tandis que la séparation des biens conduirait plutôt à leur relâchement. Les conjoints séparés de biens sont désunis pécuniairement, la division des patrimoines suppose la méfiance. En faire la règle générale des mariages, c'est relâcher les liens de la vie commune, par suite affaiblir l'unité du foyer domestique. Il ne faut pas distendre les liens pécuniaires des époux, la famille étant la cellule fondamentale des sociétés, ce serait commettre un acte antisocial. Au contraire, plus étroits seront les liens qui unissent les époux l'un à l'autre, plus inséparables seront les intérêts qui les enchaînent, plus leur union sera conforme à ce qu'elle doit être. L'union des bourses complète et affermit l'union des cœurs et elle existera toujours dans les bons ménages. Faut-il pour être secourable à quelques femmes mal mariées, édicter une loi nuisible aux bons ménages ?

Et à l'idée de morale s'ajoute celle de justice pour établir entre les époux une communication de la bonne et de la mauvaise fortune ; dans la bonne, l'équité demande que la femme participe aux gains, car il y a là un fruit de son industrie puisqu'elle a conservé par une prudente économie ce que les maris ont acquis par leur labeur. De sorte qu'il y aura encore un élément de prospérité pour la fortune publique, l'épouse étant intéressée à la gestion du patrimoine dont elle aura sa part. Dans la mau-

vaise fortune, l'idée s'élève car la femme soutient le mari dans ses pertes comme elle le console dans ses peines.

Mais il est surtout nécessaire que la femme participe à l'enrichissement de son mari auquel elle aura toujours contribué ; cela est si juste que la Suisse et l'Allemagne ont dû corriger le vice inhérent au régime d'Union des biens qui attribue tous les revenus au mari, en donnant à la femme un droit dans la succession du mari. N'est-il pas plus simple d'admettre de suite la communauté puisque toujours on reconnaît la nécessité de faire participer la femme aux acquêts ? Ceci prouve bien la justesse du système français et est tout à son avantage.

C'est aussi le régime vraiment français, répondant le mieux à nos traditions premières, qui, bien dégagées de toute influence étrangère, se sont si bien révélées dans le système de Beaumanoir, qui, malgré tout, se sont maintenues quoique obscurcies, dans le système de Pothier, et qui, effacées du code, ont subsisté dans la pratique : le régime de la communauté d'acquêts répond à ces traditions, à ces idées mieux que le régime du code.

Maleville en avait bien prévu tous les avantages. Aussi en réclamait-il avec énergie l'adoption comme régime légal. « Pour moi, j'étais fortement d'avis de faire de la communauté d'acquêts mobiliers et immobiliers le droit général de la France, à l'exemple de

nos bons aïeux ». C'est en effet ce régime de la communauté d'acquêts qui est notre régime traditionnel, celui qui par ses règles correspond le mieux à celles de la communauté de l'ancien droit. « La communauté coutumière en effet représentait à peu de chose près tant par ces antécédents historiques que par sa composition active et passive l'esprit qui inspire aujourd'hui notre communauté réduite aux acquêts ».

Et lorsque la coutume de Paris, par son article 220, faisait tomber en communauté les meubles des époux, il ne s'agissait en réalité que des meubles corporels, c'est-à-dire des choses de peu de valeur que les époux ne tenaient pas à se réserver, leur silence suffisait à le prouver. Toutes les valeurs mobilières ayant quelque importance avaient été immobilisées et restaient propres à l'époux à qui elles appartenaient. Quant aux dettes, incombaient seules à la communauté celles ayant le caractère mobilier, les dettes immobilières restaient à la charge de chaque époux, car elles étaient les plus lourdes.

La tendance de notre ancien droit était bien de conserver à chacun des époux dans le mariage la plus grande somme des éléments de son patrimoine et ne laisser tomber en communauté que des choses si peu importantes qu'il eût été en général impossible à la dissolution du mariage de retrouver avec certitude leur origine.

C'est ce résultat qu'on obtiendrait avec la commu-

nauté d'acquêts admise comme régime de droit commun. Il suffirait d'adopter comme tel le régime de la communauté d'acquêts réglé par le code pour le cas où on veut l'adopter par contrat. Quelques modifications devraient seulement être apportées au système des preuves.

Chaque époux conserverait en propre tout bien sur lequel il pourrait, par un mode de preuve qu'il faudrait déterminer, établir son droit de propriété antérieurement au mariage, sans qu'il y ait à distinguer pour décider de son sort s'il s'agit d'un meuble ou d'un immeuble. C'est en effet un des grands avantages de la communauté réduite aux acquêts que de ne pas être basée sur cette « distinction fausse et funeste » des biens en meubles et immeubles et de ne pas l'admettre.

Il n'y a plus lieu actuellement de faire entre eux la moindre distinction, les uns et les autres étant au moins également appréciés, la préférence, s'il y en a une, allant plutôt aux meubles, et leur valeur respective dans les fortunes privées étant sensiblement égale. La propriété foncière qui jouissait encore en 1804 du souvenir de son ancienne prépondérance souffre aujourd'hui d'une dépréciation qui s'accroît de plus en plus. Quelques chiffres compléteront ce que nous avons déjà dit à ce sujet (1) : Alors qu'en 1820 la

1. M. Lelièvre. *De l'institution de la Communauté réduite aux acquêts comme régime légal.*

propriété foncière représentait environ 40 milliards pour 15 de meubles et valeurs mobilières, en 1871 la première catégorie avait, d'après M. Wolowski, triplé, tandis que la seconde atteignait 55 milliards. En 1881, M. Mony évaluait la richesse immobilière à 115 milliards et la richesse mobilière à 101, différence peu considérable qui disparaissait bientôt, car en 1887 sur 5.409 millions de valeurs successorales déclarées, 2.649, soit moitié, étaient représentées par des valeurs mobilières et il est permis de penser que ce chiffre, par suite de dissimulations, devait être inférieur à la réalité. M. Guyot (1), basant ses recherches sur les valeurs successorales, a pu évaluer les richesses des particuliers à 123 milliards d'immeubles et 136 de meubles.

Cette distinction des biens en meubles et immeubles a d'autant plus d'inconvénients qu'avec la division à l'infini de la fortune grâce aux valeurs mobilières elle atteint de ses conséquences fâcheuses un beaucoup plus grand nombre de personnes qui, tout en ayant quelques biens, en ont cependant trop peu pour ne pas préférer courir les risques du régime légal et éviter les frais certains du contrat.

Ceci n'est pas nouveau, et c'est ce qui faisait dire à Maleville que « dans les coutumes même qui admettent la communauté, il est d'usage de stipuler que les époux ne sont pas tenus aux dettes l'un de l'au-

1. *Sciences Économiques*, p. 129.

tre, que leur mobilier leur demeurera propre en tout ou en partie, qu'il en sera de même dans les successions qui pourront leur advenir, en sorte que sur cent contrats de mariage qui se passent à Paris, il n'en est pas dix où l'on se tienne à la communauté légale telle qu'elle est ici présentée. »

Et cependant on conteste l'utilité de cette réforme. Autant conserver le régime légal, dit-on, puisqu'on veut s'en tenir à la communauté ; en somme il n'est pas dangereux et l'intervention de la loi est ici moins utile, étant donné que ce qui manque est précisément la matière à administrer ; ceux qui subiront le régime légal seront ceux qui ne possèdent que peu ou rien.

Mais la fortune peut venir plus tard. En tous cas on ne peut mesurer l'intérêt des époux à l'importance matérielle de leurs biens. Tout ce qui est utile dans les classes riches s'impose impérieusement dans les classes pauvres, car tout s'y confond avec la nécessité, le besoin. Un meuble dans un ménage pauvre est souvent le résultat de plusieurs mois d'économie, le but de longs désirs, un objet de nécessité absolue.

Et cette autre objection, que, ceux à qui ce régime pourrait nuire, ont la faculté de l'éviter par un contrat, n'a pas plus de valeur. « On dit qu'il est facile de se mettre à l'abri de ce danger, pourquoi la loi m'expose-t-elle sans que je le dise », déclarait Maleville. Et de plus ce régime pourra être nuisible à des gens

qui ne possédaient rien lors de leur mariage, mais à qui surviendra une succession imprévue. On ne peut leur reprocher de n'avoir pas en se mariant fait les frais d'un contrat en vue d'un événement improbable.

L'intérêt de la réforme existe même pour ceux qui possèdent peu. Ils sont nombreux ces ouvriers qui, en se mariant, tiendraient à conserver en propre les économies qu'ils ont réalisées. Qu'il s'agisse de meubles somptueux ou de modestes meubles garnissant les logements ouvriers, d'un portefeuille important ou de quelques titres, leur valeur a pour le riche de même que pour l'homme de situation pécuniaire inférieure, une importance qui, pour être relative à leur position, n'en est pas moins certaine. Il est désirable qu'on accorde à toute la classe ouvrière, à toute celle des petits et des moyens commerçants le régime qui est la véritable expression de leurs volontés, le régime de la communauté d'acquêts; on leur évitera ainsi les frais onéreux de contrats que leur impose la défectuosité de la loi.

Mais n'y a-t-il pas à redouter certaines difficultés, certaines contestations lors de la dissolution du mariage au sujet des reprises à exercer par chaque époux? Comment feront-ils la preuve de leurs apports, de leurs droits respectifs? N'y aura-t-il pas là une source de procès nombreux? C'est cette crainte qui fit repousser comme régime légal la commu-

nauté d'acquêts lors de la rédaction du Code. Maleville s'efforça de renverser cette objection ; à Berlier lui objectant que ce régime ne s'appliquerait qu'à ceux qui s'en contenteraient ou qui, ne pouvant pas faire de contrat, ne feraient pas non plus d'inventaire et que, sauf convention contraire, le mobilier, par sa nature, devait tomber en communauté, il répondait que ce régime fonctionnait sans susciter de difficultés dans certains pays de droit écrit « où il y a des règles qui dispensent dans la plupart des cas de ces inventaires, qui, sous l'empire des coutumes, sont ruineux pour les familles ». Nous croyons que la nécessité d'un inventaire serait moins onéreuse aux familles et qu'en plus la question des preuves ne peut suffire à faire repousser cette réforme. Elle est susceptible d'une solution simple.

Nous aurons à examiner cette question de la preuve des apports qui paraît avoir toujours été le gros obstacle à l'adoption de ce régime de la communauté d'acquêts comme régime de droit commun ; mais dès à présent nous dirons que, si les meubles, vu leur défaut d'assiette fixe, n'ont qu'une consistance insuffisante, ceci ne peut se référer qu'à la preuve et n'a pas de rapport avec le fonds même de la question de propriété. On ne peut contester la légitimité de la création de ces propres mobiliers. Le Code allemand quant aux biens réservés ne fait aucune distinction entre les meubles et les immeu-

bles, et il n'y a pas à insister sur le caractère spécial des biens réservés qui sont à tous égards assimilables à des propres. Le Code civil mexicain admet la constitution de propres mobiliers ou immobiliers. Le Code français lui-même se rallie à cette solution dans les dispositions réglementant la communauté d'acquêts puisqu'il édicte que le choix fait par les époux de ce régime implique exclusion de leur mobilier respectif de la communauté.

Enfin ce régime entraîne l'exclusion du passif commun, des dettes mobilières personnelles à chaque époux et antérieures au mariage. C'est faire disparaître un des grands défauts de la communauté légale. C'est pour l'avenir que les deux époux s'unissent et associent leurs destinées. Le passé de chacun appartient à chacun ; et dès lors, il est inadmissible qu'une disposition de la loi, rétroagissant en quelque sorte sur ce passé, édicte qu'il va être confondu avec l'avenir. Cette présomption est injuste et abusive ; aux parties seules est dévolu le droit de grever la communauté qui va naître, fût-ce implicitement pourvu qu'elles soient capables de s'obliger et d'agir, non en vertu d'une présomption, mais d'une clause expresse librement stipulée par elles.

Ce régime matrimonial qui divise les intérêts pour ce qui doit être légitimement divisé, et les réunit là où les biens proviennent de leur labeur et de leurs efforts communs, nous paraît fort bien adapté au but

du mariage qui est de confondre l'existence et les ressources acquises en commun par les époux.

On doit cependant se demander si cette communauté d'acquêts comportera la possibilité des réformes réclamées relativement aux gains de la femme mariée et n'exigera pas le maintien d'une trop grande subordination de la femme au mari; en un mot, si ce régime qui au point de vue de la morale, de la justice, de l'intérêt familial et social a tant d'avantages est susceptible de se plier aux réformes qu'exige l'évolution sociale et économique. C'est ce que nous ferons mais seulement après avoir tranché la question des preuves à exiger des époux pour leur permettre la reprise de leurs apports.

CHAPITRE V

La preuve des apports sous le régime de la communauté d'acquêts

Le législateur a dû sous tous les régimes matrimoniaux se préoccuper du système de preuves à exiger des époux pour leur permettre d'exercer la reprise de leurs apports, question de toute première importance et considérée comme très délicate à cause des intérêts si différents qu'elle met en jeu : intérêts des tiers, contre qui des fraudes sont possibles de la part des époux et qu'il faut prévenir autant qu'il se peut ; intérêts des époux, qui exigent que la preuve à faire soit simple de façon à ne pas les obliger lors du mariage à des formalités coûteuses et compliquées ; intérêt de la société, exigeant que le régime légal ne puisse à la dissolution du mariage entraîner dans son application des difficultés inextricables, des discussions ou des procès entre les époux ou les héritiers.

C'est du reste le reproche principal adressé à la

communauté d'acquêts ; on croit qu'elle entraînera fréquemment des procès pour la liquidation de la communauté ; c'est la cause de la défaveur que lui témoignent bien des auteurs (1) et qui notamment déterminait M. Laurent dans son commentaire du Code à donner la préférence au régime légal et à adopter dans son avant-projet du Code (2) la communauté universelle comme régime légal, considérant qu'elle remédierait aux injustices de la communauté légale sans entraîner les difficultés qui, d'après lui, devaient résulter de la communauté d'acquêts.

C'est le même motif qui avait inspiré le choix du législateur en 1804 et entraîné l'échec de la proposition de Maleville. S'il n'y avait pas d'inventaires, disait-on, « comment reconnaître à la dissolution de la communauté ce qui appartenait à l'un et à l'autre ? Si les meubles dépérissent totalement et n'ont pas été estimés, comment s'en fera-t-on respectivement état ? Si donc il n'y a pas eu de conventions spéciales pour exclure le mobilier de la communauté, il y tombe de sa nature. Établir le contraire ce serait exposer les époux ou leurs héritiers à des difficultés inextricables (3). »

1. Bufnoir. S. 1885. 25. 2, sous Dijon, 4 février 1884.

Petiet. *France judiciaire*, X. 1885-1886, p. 18.

2. Laurent. *Pr. Dr. civil.*, t. XXIII, n° 181.

3. Fenet. *Travaux préparatoires du Code civil*, t. XIII.

Et les difficultés redoutées parurent suffisantes pour faire repousser presque sans examen la communauté d'acquêts, bien que Maleville montrât que ce régime fonctionnait dans les pays de droit écrit sans qu'il soit exigé d'inventaire. Les Coutumes de Saintes, de Bourgogne, de Lorraine l'avaient adopté et nul commentateur ne signalait la difficulté de la preuve comme insurmontable. Bien plus la formalité de l'inventaire d'abord exigée avait été abandonnée (1) et au XVIII^e siècle on autorisait la femme à faire la preuve contre les créanciers par tous moyens possibles (2). « On laissait à la discrétion du juge à fixer sur les enquêtes faites à la commune renommée la quantité de ce mobilier » (Pothier), lorsqu'il n'y avait aucun acte qui pût établir la quantité de mobilier d'un conjoint lors du mariage.

Cependant le Code a repoussé la communauté d'acquêts, mais le régime qu'il a adopté a lui aussi donné lieu pour la preuve des reprises de la femme à des difficultés juridiques graves (3). La jurisprudence a dû établir des distinctions entre la preuve contre les créanciers et celle entre époux ; nous n'avons pas à nous arrêter à ces discussions ; il nous faut voir

1. Pothier. *Coutumes Orléans*, nos 46, 47, 48, 300.

2. Petiet. *Preuve en matière de reprises matrimoniales*.
France judiciaire, X, 1^{re} partie, p. 74.75.

3. Laurent, t. XXIII, n° 18.

si une solution pratique à cette question est possible avec le régime de la communauté d'acquêts.

Ces difficultés sont plus apparentes que réelles, mais même fussent-elles certaines, en présence des avantages incontestables de logique et de justice que présente ce régime, elles ne devraient pas nous empêcher d'en faire le régime légal. Elles se présentent sous la même forme aussi bien sous le régime de l'Union des biens que sous celui de la Séparation ; on ne s'est pas arrêté devant elles.

L'exemple de l'étranger nous sera ici d'un encourageant appui et interviendra en faveur du régime proposé, car si pour le choix d'un régime légal, le droit comparé doit avoir peu d'influence, celle-ci doit être très considérée pour savoir si le régime choisi est susceptible de fonctionner ; si ce régime dans ces différents pays où il est admis ne soulève pas de difficulté, il s'accommodera aussi bien chez nous et ne rencontrera pas davantage d'obstacles.

Or, la communauté d'acquêts fonctionne comme régime légal en Espagne, au Mexique, au Chili, au Vénézuéla, au Pérou, dans la République Argentine et jadis était pratiquée dans certains cantons suisses. L'examen de ces diverses législations, surtout de celle d'Espagne, nous prouvera que c'est à tort qu'on a cru devoir établir un régime spécial en cette matière et à tort aussi que l'on répète que la difficulté de la preuve pour les apports mobiliers rend impossi-

ble la communauté d'acquêts comme régime légal.

En Espagne, d'après le Code, la communauté d'acquêts à laquelle on ne peut renoncer pendant le mariage autrement que par la séparation judiciaire et qui, pour tous les cas non prévus par la loi est régie par les règles sur les sociétés ordinaires, est le régime légal (1).

Sont propres à chaque époux les biens qu'il apporte en mariage comme lui appartenant, ceux qu'il acquiert à titre gratuit au cours du mariage ou qui lui adviennent par voie de rétraction en échange de propres, enfin les biens achetés de ses deniers exclusivement. Les biens donnés aux époux conjointement et avec indication de parts sont leur propriété dans la proportion spécifiée ou à défaut par moitié.

Sont acquêts les biens acquis à titre onéreux pendant la durée de l'union des deniers de la communauté, que l'acquisition soit faite au nom de cette dernière ou de l'un des époux, ceux provenant de l'industrie, appointements des époux, fruits, revenus, intérêts, arrérages perçus ou gagnés pendant le mariage.

Est réputé acquêt tout bien meuble ou immeuble à l'égard duquel un des époux ne rapporte pas la preuve que ce bien dépend de ses apports (1407), preuve relativement facile, puisque les parents sont tenus de doter leur fille légitime et la dot obligatoire

1. Code civ. esp., 1889, art. 1315.

consiste en moitié de la réserve rigoureusement présumée. De plus, pour les époux peu fortunés on admet la rédaction gratuite des contrats de mariage (1).

Il ne peut être question d'introduire dans notre droit de telles innovations, nous retenons seulement de la législation espagnole que ce régime est susceptible d'un bon fonctionnement.

En Allemagne, avant la promulgation du nouveau Code allemand, la communauté d'acquêts était le régime légal de certains états qui admettaient la preuve par les moyens ordinaires sans qu'il soit besoin de produire un inventaire pour établir ses droits.

Y a-t-il lieu de se montrer rigoureux pour l'administration de cette preuve? La question se posait dans les mêmes termes en Allemagne à propos des biens réservés. Comment établirait-on leur existence? Comment éviter les dangers de fraude à l'égard des créanciers ou du mari? De deux choses l'une, semble-t-il : ou l'on facilite à l'épouse la preuve de la qualité de bien réservé, on établit au besoin en sa faveur une présomption s'appliquant aux objets en sa possession, aux deniers maniés par elle; n'est-ce pas alors du même coup favoriser les fraudes de la femme qui pourra s'approprier aisément et employer à son profit exclusif des valeurs appartenant au mari et que

1. C. civ. esp., art. 1324.

celui-ci a pu lui remettre pour les besoins du ménage, ou même les fraudes combinées du mari et de la femme pour léser les créanciers ? Ou bien on établit un système rigoureux de preuves, on impose à la femme l'obligation de justifier sous des conditions minutieuses que tel bien dont elle veut disposer, tel objet qu'elle veut soustraire à la saisie du créancier possède le caractère de bien réservé; ne risque-t-on pas alors de n'offrir à la femme qu'une réforme vaine, inefficace: le système des biens réservés ne se retourne-t-il pas contre elle-même ?

Ces questions de preuve ont fait chez nous l'objet de vives controverses ; elles n'ont pas arrêté le législateur allemand. C'est à peine si l'on trouve dans les travaux préparatoires la trace qu'il en ait même envisagé la difficulté. C'est que la matière a été si soigneusement réglée dans le Code de 1900 que les abus, les fraudes, les embarras quant aux preuves, si vivement redoutés par nos jurisconsultes et nos législateurs, se présenteront rarement.

Que redoute-t-on en effet ?

La femme peut se trouver en conflit lors de la dissolution du mariage avec son mari ou ses héritiers contestant la qualité de biens réservés qu'elle revendique pour certains objets. S'agit-il de biens à l'usage personnel de la femme, spécialement de ses instruments de travail, la loi les présume propres de la femme, ce qui entraîne, puisqu'ils sont biens résér-

vés légaux, la présomption de cette qualité de biens réservés. C'est à l'adversaire à prouver le contraire ; la femme n'a rien à faire. S'agit-il d'autres biens réservés légaux ou conventionnels, la présomption disparaît mais on n'en établit pas en faveur du mari ; le droit commun s'applique.

C'est à l'égard des tiers que le système paraît dangereux. Il faut ménager deux intérêts en conflit : assurer la sécurité des tiers en maintenant le crédit du mari, sans enlever à la femme par un système trop sévère le bénéfice de la loi nouvelle.

Pour cela en dehors de toute faillite, la fortune des conjoints à l'égard des tiers est censée appartenir au mari (1). Voilà son crédit relevé, mais la femme n'est pas sacrifiée. Pour établir la preuve contraire, elle jouit d'une grande liberté de moyens, et pour les biens à son usage personnel existe en sa faveur une présomption inverse, article 1362, alinéa 2.

En cas de faillite la femme doit prouver que le bien est à elle et n'a pas été acquis des deniers du mari.

La présomption d'après laquelle tout bien à l'égard des tiers est censé appartenir au mari fonctionnera rarement en ce qui concerne les biens réservés, cette qualité ne pouvant être opposée aux tiers que moyennant leur inscription sur les registres matrimoniaux (art. 1435), exigence de publicité qu'on a étendue aux biens réservés légaux, — mais complète-

1. Code civ. all., art. 1362, al. 1.

ment pour les apports. Le système allemand a été très simplifié par cette création des registres matrimoniaux (1).

Dans les pays où fonctionne la communauté réduite aux acquêts on présume que les biens des époux sont communs, mais on réserve aux époux la preuve contraire par les modes ordinaires. Il en est ainsi dans le Code civil espagnol et dans les anciennes colonies de l'Espagne. Et le Code allemand qui autorise la stipulation dans les contrats de mariage de ce régime se contente de pareilles présomptions sans exiger que les époux produisent un inventaire.

Avec ces différentes données, il est facile d'établir en France un régime mixte, suffisamment libéral et assez protecteur des droits des tiers.

Différentes classes de biens devraient être distinguées et la preuve à exiger serait plus ou moins facile suivant les cas. Mais on devrait permettre à l'époux, chaque fois qu'il le pourrait, de justifier de l'origine de son apport par des moyens extrinsèques probants. Pour la plupart des biens, les modes de preuve ordinaires suffiraient à établir de façon convaincante cette origine.

Il en est ainsi tout d'abord pour les immeubles qui, comme dans le régime actuel, pourraient être conservés en propres, sans qu'il soit besoin de pro-

1. Voir Ch. M. Lyon-Caen. *La femme mariée allemande*, p. 225, ss.

duire des preuves spéciales. Leur origine pourra toujours être établie de façon très certaine. Ce serait en somme rien modifier à l'état actuel en ce qui les concerne.

Parmi les meubles, certains d'entre eux présentent une fixité suffisante pour que l'ancien droit ait pu les assimiler aux immeubles, et que nous ne devions pas imposer des modes de preuve spéciaux ; pour eux un régime exceptionnel ne se concevrait pas plus que pour les immeubles. Ce sont, par exemple, les offices ministériels, les fonds de commerce.

Pour les valeurs mobilières nominatives, il en serait de même, un inventaire n'est pas utile.

Tous ces biens doivent rester propres aux époux ; il n'y a aucune fraude à craindre même à l'égard des créanciers à qui on réserverait cependant l'annulation de tous les actes faits en fraude de leurs droits.

Ces différentes mesures ne pourraient introduire dans le même régime légal aucune source de difficultés, ni de procès ; pour ces différentes classes de biens, il ne saurait en général y avoir doute sur leur origine, mais on introduirait en même temps dans le régime légal plus de justice et de liberté. Dans plusieurs législations étrangères (1), pour toutes ces valeurs la preuve ordinaire est admise, l'inventaire est inu-

1. Code hollandais, art. 205. Code comm. italien, 784. Loi de la Norvège, 29 juin 1888. *Ann. Législ. étr.*, 1888, p. 762.

tile. On pourvoira à des besoins réels en permettant à ceux qui ont peu de biens de les conserver en propres sans s'imposer des frais inutiles; c'est pour ceux qui ne peuvent faire la dépense d'un contrat ou même d'un inventaire qu'est nécessaire un régime légal. Régulé comme nous le proposons, il sera l'expression plus exacte de leur volonté, et plus en conformité avec leurs intérêts. Chacun pourra sans dépense se réserver en propres ses plus petites économies qu'il suffira de déposer à la caisse d'épargne pour avoir un titre nominatif.

Un texte de loi supprimant la nécessité de l'inventaire, et admettant la preuve de droit commun pour tous ces biens s'impose; il ne saurait avoir d'inconvénient et comme « dans les ménages pauvres l'inventaire sera rare, il serait contradictoire au point de vue logique, choquant et cynique au point de vue moral, d'établir à l'usage des classes peu fortunées un régime légal qui exigerait en fait pour son bon fonctionnement et la complète sécurité de la femme la rédaction d'inventaire, la production de pièces, inconciliables avec la situation de ceux qu'on veut protéger. »

Des règles différentes de celles posées pour les immeubles ne se comprennent plus pour des biens dont la valeur est au moins égale et dont l'origine peut être établie avec une égale facilité. Mais la réforme ne devrait pas être limitée à ces seules catégo-

ries de biens, et pourrait même être étendue, avec certaines restrictions cependant en faveur des tiers, à l'universalité du mobilier.

Nous ne croyons pas que, permettre d'établir par les moyens ordinaires, la preuve de l'origine des valeurs mobilières au porteur ou même de tout le mobilier, serait de la part du législateur faire preuve d'imprévoyance, surtout si l'on posait en principe que le mobilier est présumé appartenir à la communauté jusqu'à preuve contraire, et si on limitait la réforme aux seuls cas de contestations survenant entre époux ; mais pour les difficultés entre eux et leurs créanciers la femme devrait, pour pouvoir se présenter comme propriétaire de ces biens, produire un inventaire ayant date certaine (1), mesure de précaution qui n'enlèverait rien de son utilité à la réforme puisque les époux n'auraient eu qu'à faire mettre au nominatif ces titres pour se dispenser de la nécessité d'un inventaire. Peut-être même pourrait-on permettre à la femme de se présenter comme créancière de ces biens si elle rapportait une preuve suffisante de leur origine.

1. Plusieurs législations se contentent cependant de la preuve ordinaire. Ainsi l'Espagne, les Républiques sud-américaines, l'Allemagne, la Suisse ne posent pas de règles restrictives pour la preuve des apports des époux. Seuls, exigent un inventaire : le Code italien, 1433, 1437, 1445, 1446 ; le Code hollandais, 205, 220, 221 ; Code portugais, 1130-1131.

Ce système aurait de grands avantages : sans compromettre les droits des tiers, il assurerait beaucoup mieux les intérêts des époux. Dans le cas où ceux-ci ne pourraient établir de façon suffisante l'origine des biens qu'ils réclameraient en propres, leur situation ne serait pas inférieure à ce qu'elle est maintenant ; le régime actuel s'appliquerait par le jeu de cette présomption qu'à défaut de preuve contraire les époux sont communs en biens. Mais l'étendue de ces biens communs serait peu importante grâce à la facilité nouvelle de la preuve.

L'argument de la difficulté de la preuve à faire pour la reprise des apports ne peut être un obstacle à l'adoption du régime de la communauté d'acquêts comme régime de droit commun. La question qui se présentait de même dans tous régimes autres que ceux admettant la confusion absolue des biens au moins mobiliers a partout reçu une solution satisfaisante et simple. Elle ne doit donc pas nous arrêter.

Quand même on croirait devoir admettre la nécessité d'un inventaire pour faire la preuve des apports, la suppression de la nécessité d'un contrat de mariage serait déjà un grand avantage (1) ; la confection d'un

1. Il suffit de comparer les droits auxquels ils sont respectivement soumis : Les inventaires subissent un droit fixe d'enregistrement de 3 fr.75 par vacation de 3 heures (loi du 28 février 1872) ; et les contrats de mariage, les droits proportionnels suivants (a) sur le montant

inventaire nécessitait des frais beaucoup moins élevés. Aussi M. Pascaud proposait-il que « l'existence des apports mobiliers des futurs conjoints : meubles incorporels, collections artistiques, scientifiques, littéraires, numéraire, meubles meublants, fût constatée par un inventaire ou état en bonne forme. Ce document est d'une importance substantielle... mais lorsque les apports ne dépasseraient pas trois mille francs, il pourrait être fait sous seings privés; au-dessus de cette somme seulement il devrait être notarié. Quand les époux posséderaient des titres ou créances à leur nom, il ne serait pas indispensable de les faire figurer dans l'inventaire (1). »

La question de la preuve des apports n'est pas insoluble et ne peut s'opposer à la réforme proposée.

net des apports personnels des époux 0 fr. 25 % déc. compris, loi du 2 avril 1893. 19. net sur les dots constituées aux époux en ligne directe 2 %, et jusqu'à 11 % suivant la parenté, loi du 25 fév. 1901, art 18. Les honoraires perçus par les notaires pour les contrats de mariage sont également plus élevés.

1. M. Pascaud. *Les régimes matrimoniaux chez les différents peuples.*

TROISIÈME PARTIE

DE LA POSSIBILITÉ DE LA RÉFORME DE NOS
INSTITUTIONS MATRIMONIALES SOUS
LE RÉGIME DE LA COMMUNAUTÉ D'ACQUÊTS

CHAPITRE PREMIER

La communauté d'acquêts et les pouvoirs des époux sur les biens

SECTION I. — *Les Pouvoirs respectifs des époux. L'incapacité de l'épouse.*

On a vivement reproché au régime matrimonial français la dépendance dans laquelle il maintenait l'épouse vis-à-vis du mari, la subordination dans laquelle elle se trouvait. C'est en cette matière que se sont élevées le plus fortement les plaintes des féministes : « Si les hommes connaissaient mieux la loi, la société conjugale serait inhabitable pour la femme (1). » Et l'on réclame l'émancipation absolue de la femme, non sans rencontrer de la part de certains auteurs une énergique résistance. « La suppression de l'autorité maritale serait un remède pire que le mal », déclare M. Turgeon (2) car, dit-il, « tant que

1. *Féminisme chrétien*, mai 1900, p. 144.

2. TURGEON. *Le féminisme*, t. II.

le mariage sera une association, tant qu'il sera préféré à l'union libre, il lui faudra une cohésion qui suppose une hiérarchie, une force d'unité qui suppose un chef. Que ce chef soit le mari ou la femme, peu importe, mais ce sera forcément l'un des deux. Il est naturel de garder à l'époux la puissance maritale sauf à garantir la femme contre les excès qui peuvent en résulter (1). »

Nous avons déjà reconnu combien excessif était le système du Code qui refuse à la femme tout contrôle sur l'administration du mari, la tient à l'écart de toutes ses opérations et laisse en réalité toute latitude au mari pour ruiner la communauté sans qu'il soit possible à la femme d'intervenir, si ce n'est par cette mesure si grave de la demande en séparation de biens. « A la ruine de cette prétendue communauté sur qui elle n'a pas plus de pouvoirs qu'une étrangère, à l'effondrement de ses plus légitimes espérances que dans sa naïveté de jeune fille elle avait basées sur la vie à deux, la femme assiste les mains liées, et je ne connais pas de spectacle plus navrant que son désespoir impuissant, si ce n'est celui des efforts inutiles et timides qu'elle tente pour se sauver du naufrage. »

C'est bien qu'atténué cependant encore le système de l'ancien droit qui est consacré : « Le mari est seigneur et maître des meubles et conquêts immo-

1. TURGEON. *Le féminisme*.

biliers durant et constant le mariage », et où le mari, comme le montrait Pothier, était pendant le mariage censé propriétaire des biens de la communauté. Celle-ci n'est donc pas une société ordinaire où chacun a un droit égal, mais une société exorbitante, qui investit le mari du pouvoir absolu et ne donne à la femme qu'un pouvoir éventuel virtuel. Aussi Duveyrier à cette question : Quels sont les droits de la femme durant le mariage ? pouvait-il répondre : « Elle n'en a point tant que la communauté existe, ni dans l'administration, ni dans la disposition des biens qui la composent. » Qu'on ne s'étonne plus si après de telles constatations, M^{me} Oddo-Deflou prétend que la tutelle de l'homme est vraiment trop lourde.

C'est de cet état de choses qu'on se plaint. Avec la communauté d'acquêts comme régime légal serait-il possible d'y remédier ? Cette dépendance de la femme vis-à-vis du mari n'est-elle pas la conséquence fatale de tout régime de communauté ? La séparation des biens, n'est-elle pas le seul régime dont l'adoption puisse mettre fin à cette situation ?

Il n'est pas utile de recourir à ces procédés extrêmes et de causer un tel bouleversement des habitudes dans notre pays. L'extension des pouvoirs de la femme n'exige pas l'abandon du régime de la communauté et peut parfaitement être réalisée avec ce régime. La seule adoption du régime de la communauté réduite aux acquêts apporterait déjà une nota-

ble amélioration par la conservation à la femme d'une plus grande quantité de ses biens. Elle ne s'opposerait nullement à d'autres réformes en cette matière.

Sans avoir à préciser quelles doivent être les limites à apporter aux pouvoirs du mari, et l'étendue à donner aux pouvoirs de la femme, il faut examiner quelles réformes sont nécessaires et comment elles seront conciliables avec la communauté d'acquêts. Là encore l'exemple de l'étranger pourra nous guider.

Le Portugal dont le régime légal est la communauté universelle a pu donner à la femme des pouvoirs assez étendus, sans cependant entraver l'administration des biens. Les actes les plus importants ne peuvent être faits que du consentement des deux conjoints : le mari ne pourrait pas sans le consentement de sa femme disposer d'un immeuble ni concéder une hypothèque, même pour un immeuble lui appartenant et qu'il se serait réservé en propre, à plus forte raison en est-il de même pour les biens communs. Les dettes contractées par un seul conjoint, celles nées de ses crimes et délits n'obligent que lui et sa part de communauté. Cependant en cas de péril en la demeure, d'empêchement de l'un des conjoints, l'autre peut obliger seul la communauté et la femme bénéficie aussi de cette mesure. C'est exiger le concours presque constant des époux, mais seulement pour les actes importants, car la commu-

nauté n'a qu'un administrateur ; le mari pour l'administration du patrimoine commun n'a pas besoin de l'assistance de sa femme ; il a la libre disposition du mobilier qu'il ne peut cependant pas obliger. Sans entraver l'administration, on donne à l'épouse un droit de contrôle assez large. Par contre la femme à la dissolution de la communauté est dépourvue de protection ; elle ne peut renoncer à la communauté parce que celle-ci n'est tenue que d'obligations conjointes des époux ; c'est une conséquence logique de l'extension de ses pouvoirs. La perte de ses protections est pour la femme la rançon de son activité. L'hypothèque légale ne lui est plus accordée, elle n'en a plus besoin puisque le mari ne peut aliéner aucun immeuble sans le consentement de sa femme.

En Allemagne, avec le régime de l'Union des biens, notre régime sans communauté en réalité, il était difficile d'établir un régime respectant suffisamment les droits de la femme : le législateur y est parvenu en établissant une séparation partielle, ce qui est contestable. Le motif de sa véritable supériorité réside dans la reconnaissance par le législateur de la capacité complète de la femme mariée ; les restrictions qu'il admettra aux pouvoirs de celles-ci résulteront de la nécessité de conserver un chef à l'association conjugale ou plutôt de la nécessité d'éviter que la femme ne porte préjudice aux droits que la

loi ou elle a concédés sur ses biens au mari, et découleront non pas du fait du mariage, mais du régime matrimonial choisi par les époux ou imposé par la loi. Aussi dans le régime légal le mari ayant la jouissance et l'administration des apports, la femme ne pourra pas intervenir aux actes faits dans la limite de ces droits mais, pour tous actes plus graves, le mari devra obtenir le consentement de sa femme.

Hors ces quelques restrictions aux pouvoirs de la femme découlant du régime matrimonial, son entière capacité est reconnue. En cas d'absence ou d'empêchement du mari, elle le représente et les actes qu'elle passe seront aussi valables que s'ils l'étaient par lui. En certaines matières relevant de ses fonctions, comme la direction du ménage, on reconnaît son droit propre d'agir, le mari ne peut pas le lui enlever.

Et pour lui permettre d'exercer la capacité complète qui lui est reconnue, le Code a créé les biens réservés conventionnels et légaux. Sur ceux-ci, la femme a les pouvoirs les plus étendus ; elle en jouit et dispose, perçoit les fruits, soutient les procès les concernant, comme si elle n'était pas mariée. Cependant elle prélèvera sur eux la contribution qu'elle devra verser au mari si les revenus de ses apports ne constituent pas une participation suffisante de sa part aux charges du ménage, règle nécessaire, car les biens réservés seront en réalité si nombreux qu'on abou-

tira généralement à une séparation de biens presque complète.

L'Allemagne a donc reconnu la nécessité d'accroître les droits et les pouvoirs de la femme. Pour atteindre ce but elle a cru devoir aboutir à une séparation de biens au moins partielle. Ce n'était pas nécessaire : pour satisfaire la justice, il ne s'agit pas, comme on le fait par la Séparation de biens, de donner aux époux des droits analogues ; il faut tenir compte de leur rôle différent, des fonctions spéciales à chacun d'eux, et dans ces limites respectives accorder l'égalité. La femme, pour ce qui rentre dans ses attributions, ne doit pas être dans la dépendance du mari, ni à la discrétion de celui-ci pour sa fortune personnelle. Il faut lui accorder des pouvoirs étendus sur ses propres, un large droit de contrôle sur les biens de la communauté, un droit propre d'administration pour les affaires du ménage. Ces réformes sont conciliables avec le régime de communauté réduite aux acquêts : la Suède, la Norvège en ont donné la preuve ; la France ne peut se refuser plus longtemps à suivre leur exemple.

On devrait, comme dans le Code allemand, partir de ce principe que la femme n'est pas incapable en mariage, que, mariée, elle garde sa pleine capacité, et que la nécessité d'unité de direction doit seule être la mesure des limites à ses pouvoirs. Hors ces cas la femme sera pleinement capable et pourra représenter

le mari, le remplacer s'il est empêché, ou incapable. Mais la direction des intérêts de la communauté restera au mari; pour tous actes de simple administration, on ne peut exiger le concours constant des époux; l'un d'eux doit avoir le pouvoir de décision; c'est au mari que revient cette fonction, on la lui conservera. Il pourra donc passer seul les baux pour les locaux nécessaires à l'habitation de la famille, faire tous les actes conservatoires, ceux de disposition courante, et de peu d'importance, comme les dons de gratifications. Pour les baux d'immeubles communs, il les ferait seul à condition qu'ils fussent de courte durée.

SECTION II. — *La théorie du mandat tacite.*

Mais on relèverait la condition, et le rôle de la femme par la possibilité qu'on lui donnerait d'exercer un contrôle efficace sur l'administration du mari, et par la reconnaissance de son droit propre à diriger le ménage. C'est en vertu de ce titre qu'elle doit agir et non plus comme mandataire du mari. « Le mari ne peut passer ces contrats aussi nombreux qu'insignifiants dans lesquels s'analysent les dépenses du ménage et en même temps plaider, travailler à l'usine ». « Les attributions domestiques ne sont pas les mêmes pour les deux époux, le mari agit au dehors, et la femme

pourvoit aux choses de la maison. L'affaire de l'homme est d'acquérir, celle de la femme est de conserver. » (Aristote). Dans la limite de ses attributions, on ne peut méconnaître à la femme son droit d'agir au nom de la communauté, de l'obliger personnellement.

Le législateur paraît s'être incliné devant ce principe de la différenciation des fonctions des époux, et avoir organisé en conséquence la vie des époux ; mais son erreur a été de ne charger la femme de la direction des choses intérieures qu'en vertu d'une délégation tacite du mari, en sorte qu'elle ne tienne, par une idée fausse, sa mission que de la volonté de celui-ci. Elle agit en vertu de son mandat tacite pour tout ce qui concerne les dépenses du ménage. C'est une théorie qui s'écarte du droit naturel et consacre injustement l'infériorité de la femme en ne lui reconnaissant dans les choses où la Providence lui a marqué une supériorité incontestée qu'une capacité communiquée (1). C'est donc en vertu d'un droit propre et non plus en vertu d'un mandat tacite que la femme agirait pour l'administration du ménage ; dans cette sphère de ses attributions, elle serait chef de la communauté.

Cette idée du mandat tacite n'existait du reste pas

1. *Bulletin de la Société des Études législatives*, 1901, rapport de M. Morizot-Thibault.

dans notre droit primitif (1). Elle est une invention d'après coup venue des légistes sous l'influence du droit romain. Dans le premier état de notre droit rien ne permet de supposer que même quand le mari était présent et capable, il dût intervenir pour les dépenses nécessaires à l'entretien du ménage. « Dans la compagnie du mariage, c'est la femme qui avait pour sa fonction d'associée de conduire le ménage et à qui il appartenait d'engager la maison sauf à se subordonner à la direction du chef sur la manière d'ordonner le train de vie en rapport avec la situation des époux. Donc elle les obligeait tous deux comme associés. » (2) agissant pour le compte commun avec l'autorisation tacite du mari, ou dirigeant elle-même la communauté sans autorisation aucune du mari ni de justice, mais de plein droit chaque fois que le mari est absent « *in estranges terres fuitis, ou bannis, ou emprisonés*, sans espérance de revenir, comme le prouve le texte de Beaumanoir (3). C'est que la femme est capable pendant son mariage, mais soumise à l'autorité de son mari. Chaque fois que celle-ci ne peut s'exercer, la femme reprend l'exercice de

1. Voir au sujet de cette théorie du mandat tacite, M. Lefebvre, *Histoire du droit matrimonial français*, p. 325 s. s. et Chéron. *Étude de l'adage* « *Uxor non est proprie socia sed speratur fore* ». Th. Paris, 1901.

2. M. Lefebvre, *op. cit.*, p. 327.

3. Beaumanoir, XLII, p. 28.

sa capacité entière ; et même pour faire un acte valable l'autorisation expresse du mari n'est pas exigée. Tous les actes juridiques que le « baron » laisse accomplir à sa femme sans lui faire d'observation sont valables. C'est ce qui explique la liberté de la femme commerçante : comme toute femme mariée, elle peut faire tous actes auxquels son mari ne s'oppose pas (1), il n'y a pas là à proprement parler une exception à la règle générale. « En aucun cas serait la femme tenue de répondre de ses dettes ou de ses obligations, en tant que son baron... si la femme est marquée d'aucune marque d'indigne dont ses barons ne se soient mêlés, laquelle ses barons lui laisse mener pour leur commun profit ».

Cette théorie était très juste mais entraînait comme conséquence nécessaire que la femme fût poursuivable même sur le fond de ses propres. C'est surtout pour éviter ce résultat que les juristes introduisirent la théorie du mandat tacite qui fit considérer la femme comme « procuratrix » du mari (2), théorie qui fut admise par Pothier (3).

C'était une fiction imaginée en vue d'éviter les difficultés de construction juridique qu'on a cru voir à maintenir un système résultant bien mieux de la vé-

1. Plivard, *op. cit.*, p. 45.

2. Dumoulin. *Comm. in antiqua consuetudine pariservi*. T. X, art. 112, 113, n° 3.

3. Pothier, *De la communauté*.

rité des faits, c'est-à-dire la femme associée du mari et agissant comme telle en son rôle domestique sauf à s'obliger aussi elle-même envers les tiers avec qui elle a traité.

C'est en cette qualité d'associée qu'elle devrait être considérée contracter pour diriger le ménage commun. Elle est ainsi bien dans son rôle de compagne, on devrait même proclamer qu'elle l'exerce comme sa fonction propre dans l'association (1).

Ce droit propre de la femme à diriger le ménage, l'ancien droit l'admettait, Lebrun le confirmait en disant. « Tant qu'il n'y a pas preuve de mauvais usage on condamne le mari à acquitter les notes des marchands qui ont avancé des choses nécessaires pour la subsistance et l'entretien du ménage, la femme étant réputée « procuratrix » pour telles emplettes (2).

Reconnaître ce droit propre de la femme à diriger le ménage, ce serait permettre la suppression de solutions peu logiques admises par notre code en ces matières d'administration par la femme au cas d'absence ou d'incapacité du mari, ce serait aussi relever de façon sensible la condition de la femme, mais on devrait encore lui permettre un contrôle plus efficace sur l'administration des biens par le mari. Celui-ci

1. M. Lefebvre, *op. cit.*, p. 448.

2. Lebrun, *Traité de la communauté*, l. II, ch. II, sect. II, n° 6.

pourra agir seul pour tout acte d'administration courante, mais on devrait réserver à la femme un droit d'opposition, on ne peut la laisser comme maintenant sans ressources contre les dissipations du mari. Pour tous actes plus importants, c'est le concours réel de la femme qu'on pourrait exiger : aucun acte de disposition d'un bien de la communauté ne pourrait être fait par le mari à titre onéreux ou gratuit, à quelque titre que ce soit, universel ou particulier, car pour aliéner il faut avoir le plein exercice de la propriété, or d'après la nature reconnue à la communauté, aucun des époux ne peut agir individuellement à titre de propriétaire. Ce serait adopter la décision de la Suisse et de l'Allemagne. « Le mari et la femme ne pourront, en dehors des actes de simple administration, disposer des biens de la communauté, que conjointement ou avec le consentement l'un de l'autre » (1). Le Code allemand introduit une certaine réserve et distingue suivant qu'il s'agit de meubles ou d'immeubles. « Le mari a le droit... de disposer des biens (2) ». « Il a besoin du consentement de sa femme pour disposer d'un immeuble (3) ». Il lui a paru difficile d'assurer le contrôle efficace de la femme sur les meubles ; ce ne serait peut-être pas

1. Code suisse, art. 233.

2. Code allemand, art. 1443.

3. Code allemand, art. 1445.

impossible, du moins pour les plus importants d'entre eux et tout au moins pour les titres nominatifs. Le droit donné à la femme d'exiger, chaque fois qu'elle le jugerait utile, du mari un inventaire sous seings privés faciliterait ce contrôle. Aucun acte grave ne pourrait être ainsi engagé sans le consentement des deux époux. « Il n'y aurait plus dépendance unilatérale de la femme vis-à-vis du mari, elle ne lui est pas inférieure, chacun devra avoir l'autorisation de l'autre pour aliéner, grever, hypothéquer, engager par emprunt son patrimoine ou la communauté » (1).

Cette réforme ne serait pas si grave qu'elle le paraît. Sous l'influence de la pratique ce résultat est déjà atteint en grande partie. En fait le mari ne peut pas disposer de ses immeubles propres sans le consentement de sa femme; est-il logique d'admettre qu'au contraire pour les grosses valeurs mobilières même communes, c'est-à-dire dont la femme est propriétaire, elle n'aura pas à être consultée et n'aura aucun moyen de s'opposer à un acte dangereux? Pour les titres nominatifs le système sera facile à établir et même pour les titres au porteur, grâce aux inventaires que lui donnerait le mari, la femme pourrait trouver un secours dans la loi de 1872.

Le mari cependant garderait la haute surveillance

1. De la Grasserie, *Critique et réforme du régime matrimonial. Réforme sociale*, 1902.

sur tous les biens communs en sa qualité de chef de l'association. Il serait inadmissible que la femme eût le droit de créer sans contrôle sans examen, ni discussion un livret de caisse d'épargne par exemple qui lui demeurerait propre au moyen de fonds qu'elle aurait pu détourner de leur destination normale ; à quel titre empêcherait-on le mari d'intervenir si la femme puisait dans cette réserve pour des besoins autres que ceux du ménage alors qu'on soumettrait l'administration du mari à un étroit contrôle de la part de l'épouse ?

On assurerait ainsi, sans nuire à l'administration de la communauté, le concours constant des deux époux et établirait entre eux un juste équilibre de leurs droits.

La femme actuellement ne peut aliéner aucun de ses biens sans l'autorisation du mari ; ne doit-on pas par un juste retour adopter la règle inverse et admettre que le mari ne pourra aliéner aucun de ses biens propres, mais surtout des biens communs sans le consentement de sa femme ?

Là encore nous ferions simplement retour aux règles de l'ancien droit, à ces règles si sages que Beaumanoir édictait pour le fonctionnement de la compagnie entre époux. L'autorité maritale reconnue nécessaire dans l'intérêt de l'administration des biens ne s'exerçait que dans cette mesure ; au delà, la capacité de la femme était reconnue. Si le mari était chef

absolu de la communauté en ce qui concernait les meubles et les fruits de l'héritage, il n'en était pas de même quant au fonds des conquêts. « Quant au tréfonds des immeubles il restait de tradition coutumière que mari et femme ne devaient pas agir juridiquement l'un sans l'autre. Le mari ne pouvait donc les aliéner ni les charger sans le concours ou le consentement de sa compagne traitée ici en véritable associée (1) ». Et cette règle, bien que Beaumanoir ne le dise pas expressément, s'appliquait, non seulement aux héritages « de par l'homme » ou « de par la femme », mais aussi aux conquêts, comme le prouve ce texte. « Li doeres ne peut être encombré, ni l'héritage à la femme, ni sa part de conquêts, si elle ne l'octroie (2) ». Les textes où Beaumanoir au chapitre des « Meffès » étudie les effets de la confiscation et du bannissement confirment cette opinion (3).

Et la pratique fait encore mieux ressortir, pour tout ce qui concerne la propriété des héritages, la fréquence du concours des époux au XIII^e siècle. Pour toute aliénation d'un propre ou d'un conquêt, pour toute acquisition d'immeuble encore que ce concours ne fût pas nécessaire à l'obtention d'un conquêt, com-

1. M. Lefebvre. *Hist. du droit matrim. fr.*, t. III, 49^e et 50^e cours, ch. IV, p. 253.

2. J. et P. p. 169, § 1 ss, au sujet des ventes de tenure : cité M. Lefebvre, *Hist. dr. matr. fr.*, p. 253, n^o 2, 1900.

3. Beaumanoir, XXX, 99.100.

bien de chartes nous montrent les conjoints disposant et signant ensemble !

Pour les procès concernant la propriété des biens-fonds, les coutumiers et de nombreux arrêts rapportés aux olims, nous montrent les époux engagés tous deux dans l'instance. Là encore la femme agit en vraie associée du mari.

Cette règle du concours des époux à tous actes importants sur les biens de la communauté et les leurs serait très juste et très logique puisque le mari et la femme ont droit à ce que les revenus de chacun tombent en communauté, et qu'on ne peut admettre que le mari plus que la femme puisse de sa propre autorité appauvrir la communauté, règle déjà pratiquée pour les immeubles puisque si le mari veut en aliéner un, on exigera toujours le concours de sa femme.

Donc pour tous les actes importants, comme la vente d'un bien de communauté ou d'un propre, ou une obligation contractée par l'un des époux, on exigera leur concours à l'acte. Les pouvoirs de la femme seront ainsi encore très accrus.

SECTION III. — *Les salaires de la femme.*

Dans le même ordre d'idées la législation a fait un évident progrès en permettant à la femme sauf opposition du mari de placer et retirer des sommes d'ar-

gent à la caisse d'épargne (loi du 28 juillet 1895, article 16), de faire des versements à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse (loi du 20 juillet 1886) mais surtout par le droit reconnu à la femme sur ses gains et salaires par la loi de 1907.

L'introduction de cette réforme si réclamée (1) paraissait un gros obstacle à l'adoption du régime de la communauté d'acquêts et même au maintien du régime de la communauté. Comment songer à attribuer exclusivement à la femme ses salaires et ses gains personnels alors qu'on lui accordait la moitié des bénéfices du mari? Qu'on lui enlève une part quelconque des gains du mari, et on sacrifiait l'esprit, le but du régime communautaire! Dans les régimes réservant à chacun la propriété entière de ses biens, rien au contraire n'était plus facile à réaliser.

Cette objection témoignait de scrupules théoriques excessifs et d'une rigidité de principes juridiques qui n'est plus de notre âge. Il n'était pas impossible de concilier l'institution nouvelle de ces biens réservés avec les règles communautaires, comme le prouvaient l'ancienne loi genevoise et les législations scandinaves.

Cette institution cadre au contraire parfaitement

1. Voir une liste à peu près complète des ouvrages réclamant l'intervention législative pour améliorer la situation de la femme mariée relativement aux produits de son salaire. *Bulletin de la Société d'Études législatives*, 1901 à 1902, p. 27, note 3.

avec ce pouvoir propre qu'à l'exemple du Code allemand nous voudrions voir reconnaître en France à la femme en matière d'administration domestique. Si la femme a un pouvoir qui lui appartienne en propre, une fonction qui lui soit dévolue en ce qui concerne l'entretien du ménage et les dépenses correspondantes, ne doit-il pas y avoir une affectation de droit qui frappe les biens qu'elle gagne et les destine avant tous autres et, sans qu'elle ait rien à réclamer du mari, à ces dépenses domestiques qui grèvent son budget personnel? S'il en est ainsi, ces gains et salaires de la femme constituent, non pas un patrimoine séparé qui est en dehors de la communauté, mais une petite portion de la communauté, mise par lui à la disposition exclusive de la femme pour être affectée aux dépenses dont elle a la charge. Il y a répartition des fonctions sans qu'il y ait division des droits, et cependant les uns et les autres doivent se correspondre. Et cela est si vrai que si la femme fait des économies, et des placements sur ses gains personnels, à la dissolution de la communauté, ces petites réserves de la femme feront encore partie du patrimoine commun, en principe tout au moins. Il y a égalité de situation entre les époux, tous deux ont un droit égal aux bénéfices de l'autre. Chacun reste libre de toucher, administrer à sa guise ce qui provient de son industrie personnelle. Voici ce qu'exige la justice, il n'y a pas de prin-

cipe doctrinaire juridique qui puisse imposer le contraire.

Aussi le législateur a-t-il consacré cette réforme en l'adaptant au régime de communauté, considérant que, si en pratique le salaire allait généralement à sa destination normale, il était urgent de faire disparaître du Code cette disposition qui permettait au mari de gaspiller les produits du travail de sa femme et de laisser le ménage sans ressources. Cette loi du 13 juillet 1907, avec le régime de communauté d'acquêts, n'aurait pas à être modifiée. Elle a su donner satisfaction à l'opinion publique et conserver au pécule réservé sa destination naturelle qui est de subvenir à l'entretien du ménage (1), sans changer sa nature, puisqu'il tombe encore en communauté et suit toutes les règles qui en gouvernent le partage et l'attribution. Il n'y aurait pas non plus d'obstacle à admettre que la femme, même dans le cas où elle renoncerait à la communauté, pourrait conserver dans leur intégrité les produits de son travail, les économies faites sur eux : aucun principe ne s'oppose à ce que ces biens ne soient considérés comme propres

1. Dans notre loi comme dans l'ancienne loi genevoise les biens réservés ne sont affectés qu'au paiement des dettes contractées par la femme assistée ou non du mari et à celles contractées par celui-ci à charge pour ses créanciers d'établir qu'elles ont été contractées dans l'intérêt du ménage.

à la dissolution du mariage (1), sans qu'il soit nécessaire de les partager. Juridiquement il s'agirait d'une sorte de droit de reprise et de prélèvement au profit de la femme renonçante à qui on attribuerait totalité de cette partie de la masse commune. « Ce serait, comme dit M. Bufnoir, la reprise de l'apport *sui generis* que constituent les biens réservés (2). » Ce serait justice. La femme seule a donné naissance à ce patrimoine, fruit de son labeur et de ses économies. Il faut lui permettre de le soustraire, soit au mari lui-même, soit à ses créanciers personnels, et éviter à tout prix que, devenue veuve, elle ne soit dépouillée de ce pécule de réserve au profit des héritiers ou des créanciers du mari. C'est ce qu'a fait la loi de 1907 qui, au cas de renonciation à la communauté par la femme, attribue à celle-ci à titre de propre une partie de ce patrimoine commun.

Cette réforme, adoptée dans la loi de 1907, qui concilie les opinions extrêmes voulant, l'une dissocier le mariage en donnant à chacun des droits exclusifs sur ses gains, l'autre mettre la femme à la discrétion du

1. L'ancienne loi genevoise (1896) admettait la même solution en décidant que l'obligation du rapport à la communauté lors de la dissolution du mariage des biens réservés n'existerait pas en cas de renonciation.

2. M. Tissier. Modifications à apporter aux droits et pouvoirs de la femme mariée quant aux biens et produits du travail et de l'industrie (*Revue de la Société d'Études Législatives*, 1900-1901).

mari qui peut à son gré abuser des gains et des économies qu'elle réalise, ne fait pas obstacle à l'adoption de la communauté d'acquêts ; on ne peut lui reprocher son défaut de logique au point de vue des principes juridiques ; rien ne s'harmonise mieux avec la conception de la communauté qui est un régime d'association et non d'absorption de tous les droits par un seul.

CHAPITRE II

La protection des intérêts de la femme sous le régime de la communauté d'acquêts

Il ne suffit pas d'avoir réservé à la femme la propriété de sa fortune, il faut aussi lui en garantir la reprise et toute législation doit prévoir par quels moyens elle y parviendra, surtout lorsqu'elle laisse au mari l'administration des biens. Cette question a toujours été considérée comme une des plus importantes dans l'établissement d'un régime matrimonial légal; on a même pu dire qu'elle était le critérium de sa valeur législative.

Nous avons vu comment, sous le régime légal actuel, existait en faveur de la femme un système de protections très énergiques, mais qui, sous l'influence de la pratique, avait été détourné de son but et qui, malgré sa rigueur pour le mari, n'assurait cependant pas à la femme une sécurité absolue.

Il serait possible avec la communauté d'acquêts

quoi qu'on en ait dit, d'organiser un système conforme aux exigences modernes, où les garanties accordées à la femme, tout en étant moins fortes et moins rigoureuses que maintenant, lui assureraient une protection suffisante grâce à l'étendue plus grande de sa capacité. La garantie qu'aurait l'épouse résulterait surtout de son intervention aux actes du mari, du contrôle constant qu'elle pourrait exercer sur son administration. Ce sont ces moyens de contrôle qu'il faudrait organiser.

Mais ce n'est pas dire qu'il faille supprimer toutes les mesures de protection actuellement existantes. Certaines ont fait leurs preuves et doivent être conservées.

Tel est le cas de la séparation de biens judiciaire qui peut être un excellent moyen préventif, et serait encore plus utile qu'aujourd'hui, puisque, grâce au contrôle que la femme pourrait exercer, son intervention ne risquerait plus autant d'être tardive et par suite inutile. Mais nous étendrions son application et permettrions au mari de la demander. Lui aussi est exposé à être ruiné par les dépenses de sa femme ; il faut qu'il puisse aussi se défendre et se garantir contre la prodigalité de celle-ci, cela rentrerait dans le système d'égalité des droits entre époux et le compléterait.

Le droit de renonciation à la communauté, le bénéfice d'émolument en faveur de la femme devraient

être maintenus. Le Code allemand, dans le cas où le régime de la communauté d'acquêts a été adopté dans le contrat de mariage, admet pour la femme une garantie analogue à la renonciation, au bénéfice d'émolument : il admet que les créanciers pourront poursuivre le mari sur les biens communs et ses biens personnels, mais pas sur les biens de la femme et M. Aftalion observe qu'il est regrettable qu'on n'ait pas cru devoir adopter cette communauté d'acquêts ainsi rectifiée comme régime légal.

Quant à l'hypothèque légale de la femme sur les immeubles de son mari, on en a depuis longtemps reconnu les inconvénients pratiques : la ruine du crédit du mari et son insuffisance de protection pour la femme. Donc si elle protège la femme, elle est désastreuse pour le mari ; si la femme y renonce comme elle s'y croira généralement obligée moralement, la femme est privée d'une garantie. Les jurisconsultes, les économistes sont d'accord pour en demander la transformation. Est-ce suffisant, ne vaudrait-il pas mieux la supprimer ?

La sous-commission juridique dans sa séance du 16 juillet 1891 (1) avait proposé la réforme suivante : L'hypothèque légale de la femme était conservée, mais elle devait être inscrite sur les registres du conservateur des hypothèques et le montant des créan-

1. Procès-verbal, I, p. 254 s. s.

ces qu'elle garantissait devait y être fixé ainsi que les immeubles sur qui elle portait. La femme ne pouvait renoncer à l'hypothèque inscrite, mais elle pouvait y subroger les créanciers. Cette réforme réaliserait déjà un sérieux progrès : la femme pourrait toujours disposer de sa garantie au profit des tiers, mais comme l'hypothèque serait limitée et moins menaçante, elle entraînerait moins souvent l'intervention de la femme aux actes du mari et ne serait pas ainsi pour elle la cause d'un danger : mais la femme se ferait rarement inscrire ; cette garantie deviendrait complètement inutile et n'aurait même plus l'avantage de permettre la collaboration de la femme aux actes du mari.

Cette collaboration, il vaut mieux en rendre légale la pratique, et renoncer à ce mode de protection, comme l'a fait le Code allemand de 1900 : L'hypothèque légale à moins de ruiner le crédit du mari ne peut arriver à donner à l'épouse sécurité absolue et elle ne procure une garantie qu'à celles peu nombreuses dont les maris ont des immeubles.

Le système de l'interdépendance entre les époux serait peut-être la meilleure protection que l'on pourrait accorder à la femme : il faudrait admettre que tout acte de disposition d'un bien commun ou même d'un propre des époux ne serait valable qu'avec le consentement de l'autre. Cela ne saurait présenter de danger en admettant que chacun pourrait triompher d'un refus arbitraire et non fondé et, puisque l'on

veut reconnaître à la femme sa pleine capacité, il est juste qu'elle ne doive plus compter pour la défense de ses intérêts que sur elle-même et non plus sur la loi qui n'a pas à intervenir en faveur d'une personne capable ou, du moins, ne doit le faire qu'avec réserve. Si la femme se trouve entraînée dans le désastre du mari, ce sera par sa faute ; conservant le libre exercice de son initiative, elle apprendra à devenir pour son mari une conseillère prudente et éclairée.

Dans cette idée, l'Espagne, où la communauté d'acquêts est le régime légal, a abandonné l'hypothèque légale et donné à la femme un titre légal à l'acquisition de l'hypothèque, mais sous certaines conditions rigoureuses.

L'Allemagne procède de même, mais elle met la femme mieux à même de surveiller l'administration du mari et lui permet, lorsqu'elle a reconnu le danger que couraient ses propres, d'exiger du mari certaines garanties, hypothèque, gage, caution, dépôt des titres dans une caisse publique. Pour la mettre à même de bien se rendre compte de l'administration du mari, celui-ci doit fournir à la femme, « toutes les fois qu'elle lui en fait la demande, des éclaircissements sur l'état de l'administration et la situation de la fortune » (1) et même produire un inventaire sous seings privés, chaque fois qu'elle le croira utile (2).

1. C. all., art. 1.374. 2^e phr. (Auskunfterteilen).

2. Code civ. all., art. 1372.

Nous ne devons pas hésiter à adopter cette réforme il faut reconnaître à l'épouse le droit de réclamer du mari qu'il la renseigne et lui rende même compte de l'état de leur communauté. « Il semble aller de soi que le chef de ménage communique à sa femme les principaux mouvements de l'inventaire intime de leur fortune et il est fréquent d'ailleurs de la voir tenue au courant des affaires qui peuvent être légalement traitées sans elle (1). »

Telle est la vraie situation à faire à la femme mariée. Il n'y a pas lieu d'édicter en sa faveur et par avance un système protecteur à outrance. Qu'on lui donne la capacité et les moyens d'agir par elle-même autant que possible, les moyens de contrôle nécessaires sur l'administration du mari, et qu'il lui soit permis, lorsque la nécessité s'en fera sentir, de demander au mari certaines garanties. Quelles seraient-elles ? Nous n'avons pas à les déterminer. Mais, comme dans le Code allemand, elle pourrait exiger du mari un gage, une caution ou une hypothèque ; demander la séparation de biens judiciaire, ou la consignation dans une caisse publique des titres au porteur ou leur conversion en titres nominatifs.

La communauté d'acquêts se prêterait aisément à

1. M. Lefebvre, Cours sur l'histoire du droit matrimonial français, *Le droit des gens mariés*, 1908, p. 445.

toutes ces solutions, et ne nous paraît le céder en rien aux régimes séparatistes au point de vue de la sécurité dont jouira la femme pour la reprise de ses apports. Elle nous paraît même à ce point de vue « présenter une incontestable supériorité et c'est là qu'est le critérium de la valeur législative d'un régime légal », comme le dit M. Aftalion.

CONCLUSION

Dans l'énumération des différentes réformes que M. Aftalion indiquait à la fin de son ouvrage, *La femme mariée*, il demandait particulièrement « qu'on mit la loi en harmonie avec les formes modernes de la richesse en réduisant la communauté légale aux seuls acquêts ». Bien des raisons militent en sa faveur et de tous les régimes possibles la communauté d'acquêts est le meilleur. Il paraît digne et honorable entre tous et nul mieux que lui ne traduit, non pas à titre symbolique seulement, l'union du mariage. Pothier voyait en lui la conséquence de l'*individuae vitae consuetudo* de la loi romaine.

Son équité ne saurait être trop vantée : des économies réalisées, quelle que soit l'origine des biens qui les ait permises, chacun des époux a le mérite, le mari par la façon dont il a dressé le budget, surveillé l'emploi des fonds, la femme, par les économies sur le service de la table, la toilette, les plaisirs mêmes. De toutes celles qui se retrouveront à la dissolution

du mariage n'est-il pas juste que chacun des époux ou sa branche de famille prenne la moitié?

Son adoption serait un grand progrès : au point de vue de l'interprétation plus exacte que donnerait ce régime de la volonté des époux, et de la répartition plus logique des biens qui ne reposerait plus exclusivement sur la distinction si fausse aujourd'hui des biens en meubles et immeubles. La situation de la femme serait aussi beaucoup améliorée. Par la conservation de propres plus étendus à l'épouse, celle-ci verrait son indépendance mieux assurée, son activité augmentée.

Ce serait enfin ouvrir la voie à toutes les réformes, car ce régime ne ferait obstacle à aucune de celles dont on réclame l'adoption. C'est la possibilité de faire disparaître de notre législation cette règle surannée de l'incapacité de la femme mariée, règle contradictoire en elle-même, d'assurer à la femme la dignité qui lui convient en maintenant et en augmentant sa collaboration avec le mari dans la direction des intérêts pécuniaires, de lui conserver ce droit récemment acquis par elle sur ses gains et salaires, et d'établir un régime de protection en sa faveur moins rigoureux pour le mari, mais aussi efficace pour elle.

Toutes ces réformes sont nécessaires, mais qu'on ne les introduise pas simultanément, mais en procédant par étapes, comme dans les pays étrangers. Les

réformes effraieront moins si l'on voit qu'elles sont la consécration d'un état de choses déjà en partie existant, ou lorsqu'elles paraîtront commandées par le changement des idées ou des conditions économiques. On amendera ainsi sensiblement notre législation matrimoniale et la tiendra au courant des idées modernes, des conditions économiques et sociales, sans porter atteinte aux principes fondamentaux de notre droit, sans porter de troubles dans notre société. L'adoption de la communauté réduite aux acquêts doit être le premier pas dans cette voie.

Vu : le Président de thèse.

CHÉNON

Vu le Doyen
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	5
INTRODUCTION.	11

PREMIÈRE PARTIE

Étude du régime matrimonial de la communauté de meubles et acquêts.

CHAPITRE I. — Généralités	19
CHAPITRE II. — Composition de la Communauté dans le régime légal du Code.	25
CHAPITRE III. — Les pouvoirs respectifs des époux dans l'administration des biens	45
CHAPITRE IV. — Des garanties accordées à la femme contre l'administration de son mari.	57

DEUXIÈME PARTIE

Examen des divers régimes matrimoniaux. Choix d'un régime légal.

CHAPITRE I. — <i>Section I.</i> — La Communauté univer- selle	63
<i>Section II.</i> — Le régime dotal	67

CHAPITRE II. — La séparation de biens. — Ses avantages théoriques et son application à l'étranger.	
— Raisons pour ne pas l'admettre	71
CHAPITRE III. — L'Union des biens	83
CHAPITRE IV. — La communauté réduite aux acquêts.	
Supériorité et avantages de ce régime	95
CHAPITRE V. — La preuve des apports sous le régime de la communauté d'acquêts	109

TROISIÈME PARTIE

De la possibilité de la réforme de nos institutions matrimoniales sous le régime de la communauté réduite aux acquêts

CHAPITRE I. — La communauté d'acquêts et les pouvoirs des époux sur les biens	125
Section I. — Les pouvoirs respectifs des époux sur les biens. — L'incapacité de l'épouse	125
Section II. — Théorie du mandat tacite.	132
Section III. — Adaptation au régime de la communauté d'acquêts de la réforme établie par la loi de 1907 sur les gains et salaires de la femme mariée	141
CHAPITRE II. — La protection des intérêts de la femme sous le régime de la communauté d'acquêts.	147
CONCLUSION	155

